



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2696
3 avril 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

La guerre de Macron : **Les travailleurs** **sont au front...** **et les capitalistes** **encaissent** **les millions**



Les dégâts d'une épidémie...
et d'une économie basée sur le profit

La société en crise

- Ordonnances: pendant l'épidémie, la guerre de classe continue **3**
- Discours présidentiel: Macron se paie de mots **3**
- Pénurie de tout: les capitalistes, pas concernés ! **3**
- « Le jour d'après »: rien à attendre de ces gouvernements ! **4**
- Directions syndicales: l'union nationale a du mal à passer **4**
- Le Maire aux actionnaires: couvrez ces dividendes... **5**
- Confinement: police à tout faire **5**
- Écoles fermées: inégalités amplifiées **5**
- Macron: une occasion de se taire **5**
- Contamination au travail: des patrons criminels veulent se couvrir **6**
- Industriels du luxe: l'hôpital se moque de la charité **6**
- Agriculture: les ouvriers migrants saisonniers indispensables **6**
- Transports: les chauffeurs ne veulent pas être sacrifiés **6**
- Hôpitaux: des discours à la réalité **7**
- Pénurie de médicaments: à cause du profit **7**
- Le scandale des tests **7**
- Hôpitaux de Paris: en pleine tourmente **10**
- Hôpital Saint-Antoine (AP-HP) **10**
- Mulhouse **11**
- Hôpital Robert-Pax Sarreguemines **11**
- CHU - Angers **11**
- Personnes âgées: abandonnées **11**

Dans le monde

- Espagne: une situation sanitaire scandaleuse **8**
- États-Unis: chômage record **8**
- Maroc: la population pauvre paie au prix fort le confinement **9**
- Côte d'Ivoire: les conséquences aggravées de l'épidémie **9**
- Autriche: offensive contre le monde du travail **16**
- Suisse: mesures sanitaires en attente, mesures antiouvrières à gogo **16**
- Mayotte: une situation inquiétante **16**

Dans les entreprises

- Renault - Flins **12**
- Technicentre Renault Guyancout **12**
- Renault - Lardy **12**
- PSA **13**
- ArcelorMittal - Florange **13**
- Chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire **13**
- SNCF **14**
- Ratp **14**
- Famar - Saint-Genis-Laval **14**
- CASVP **15**
- Éboueurs de Nantes Métropole **15**
- Continental **15**

Les travailleurs n'ont pas à mourir pour les industriels !

L'épidémie continue de s'étendre. De plus en plus de services de réanimation atteignent leur point de rupture; le 15 est submergé. Certains Ehpad sont devenus des mouiroirs, faisant craindre l'hécatombe. Le personnel soignant nous supplie de respecter le confinement le plus strict. Et à quoi pensent les industriels? À redémarrer leurs usines au plus vite.

C'est le cas de PSA, Renault, Airbus, Safran qui programment leur montée en charge... Certains se cachent derrière l'alibi de fabriquer quelques respirateurs, la réalité est que ces grands groupes s'ajouteront aux entreprises non vitales, de l'armement aux cosmétiques, qui ne se sont jamais arrêtées. Ils imposeront la remise au travail de milliers de sous-traitants. C'est irresponsable et criminel.

Le rassemblement évangélique de Mulhouse a été le point de bascule de l'épidémie en France. En rouvrant ces usines, le gouvernement et le grand patronat recréent dix, vingt, trente rassemblements du même type, au risque de relancer l'épidémie. Pourquoi? Pour que les ouvriers continuent de suer des profits pour Dassault ou Peugeot. Et après cela, Macron nous dira que la santé passe avant la recherche des profits!

Depuis le début de l'épidémie, chaque décision gouvernementale est pesée, calculée en fonction des intérêts des capitalistes. Il y a bien un plan d'urgence sanitaire, mais celui-ci ne consiste pas à fabriquer masques, gants, tests, respirateurs et médicaments derrière lesquels courent toujours les personnels de santé après des semaines de mobilisation. Il ne consiste pas à renforcer et à sécuriser le personnel des Ehpad, ne serait-ce qu'en lui permettant de se tester régulièrement. Il n'organise pas des hébergements pour isoler comme il le faudrait les cas positifs au Covid-19!

Le plan de guerre de Macron injecte 345 milliards dans l'économie pour assurer la continuité des affaires et rassurer les spéculateurs. Il autorise, au prétexte de l'état d'urgence sanitaire, des semaines de travail de 60 heures et légalise le vol de RTT et de semaines de congés payés à ceux qui sont au chômage technique ou là où l'activité est réduite. Imposer et faire accepter des sacrifices exceptionnels aux travailleurs pour les intérêts de la minorité capitaliste, voilà à quoi servent tous ces discours guerriers!

Comme dans toute guerre, il y a les troupes, la chair à canon, constituée par les travailleurs: les

À tous nos amis et camarades,

Dans cette période de confinement, *Lutte ouvrière* fera tout pour continuer à informer de bien des choses que l'on ne trouvera pas dans les moyens d'information officiels, en défendant un point de vue communiste révolutionnaire. Mais il sera de plus en plus difficile sinon de l'imprimer, du moins de l'acheminer et la faire parvenir à nos abonnés, aux vendeurs de presse et à tous nos amis.

Lutte ouvrière sera en tout cas disponible sur le site internet www.lutte-ouvriere.org à l'onglet journal. Il faut, plus que jamais, continuer à nous lire et à nous faire lire!



hospitaliers, les ambulanciers, les auxiliaires de vie, les éboueurs, les salariés de la distribution, de l'entretien, des transports, de l'énergie ou les ouvriers de l'agroalimentaire, de la chimie ou de la pharmacie... qui montent au front au péril de leur vie. De l'autre côté, il y a les profiteurs de guerre, les industriels et les banquiers planqués à l'arrière qui cherchent à exploiter la situation.

Pendant que les uns s'échinent à sauver des vies, les actionnaires sont derrière leurs écrans à l'affût du jackpot boursier. Ils s'activent pour sauver leurs profits avec la peau des travailleurs. Eh bien, il faut résister aux pressions et à l'appel aux sacrifices! Il faut se battre pour que nos vies et nos intérêts de travailleurs soient respectés.

Des millions d'employés et d'ouvriers, ceux-là même que l'on disait en voie de disparition, sont indispensables à la vie sociale et on leur doit la sécurité maximum. Mais les postiers n'ont pas à risquer leur santé et celle de leur famille pour distribuer des catalogues Damart ou Décathlon. Les manutentionnaires d'Amazon n'ont pas à mettre leur vie en danger pour livrer des chaussures ou des DVD. Et les ouvriers de l'automobile n'ont pas à sacrifier leur vie pour que leur entreprise prenne une longueur d'avance sur ses concurrents!

Macron nous demande du civisme, de la solidarité et des efforts pour la « nation ». Mais par « nation », il entend les actionnaires et la bourgeoisie. Car si le gouvernement a autorisé les entreprises à ne plus payer leurs loyers et leurs impôts, il ne l'a pas fait pour les travailleurs qui ne le peuvent plus. S'il veille à ce que les entreprises ne subissent pas de chute de trésorerie, il a acté la perte de 16% du salaire net pour des millions de salariés au chômage partiel.

Sous couvert d'union nationale contre le virus, l'exploitation et la lutte de classe continuent. Et à côté de la sacro-sainte propriété privée et de la recherche de profits, la vie des travailleurs ne pèse pas lourd. Alors, il faut que les travailleurs se souviennent des mots d'Anatole France au lendemain de la Première Guerre mondiale: « On croit mourir pour la patrie et on meurt pour des industriels ». Si nous ne voulons pas que cela se reproduise, il va falloir nous battre pour sauver notre peau en contestant tout l'ordre social bourgeois.

Ordonnances : pendant l'épidémie, la guerre de classe continue

Mercredi 25 mars, le gouvernement a adopté en Conseil des ministres une première salve de 25 ordonnances mettant en application la loi d'urgence pour combattre le Covid-19 adoptée le dimanche précédent.

L'ensemble se présente comme un grand buffet à volonté mis à la disposition du patronat : semaine de travail pouvant aller jusqu'à 60 heures ; réduction à 9 heures de la durée minimale de repos entre deux journées de travail ; imposition facilitée du travail du dimanche ; vol possible de six jours de congés payés ainsi que de journées de RTT, voire de celles mises sur des comptes épargne-temps ; report sine die des congés laissés au bon vouloir des patrons. C'est la porte ouverte à une offensive contre les travailleurs, ceux qui s'épuisent encore aujourd'hui au travail même dans des secteurs inutiles à la lutte contre l'épidémie, comme ceux qui ont été renvoyés chez eux en chômage partiel avec des salaires amputés.

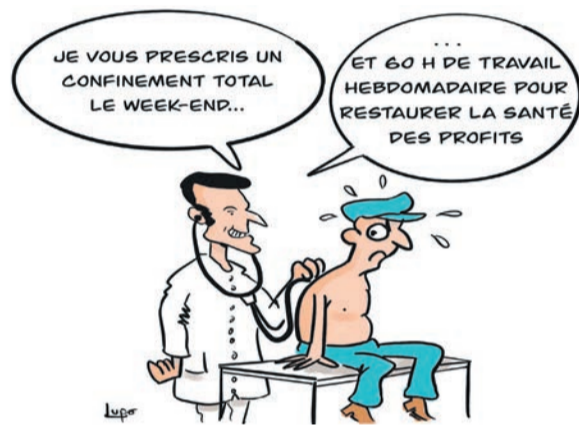
Tous les secteurs risquent d'être concernés par ces nouvelles attaques tant leur contour a été laissé volontairement flou. Ce sont « ceux nécessaires à la sécurité de la nation ou à la continuité de la vie économique et sociale ».

Pour bien préparer les esprits à la suite, Philippe a présenté ces mesures comme « un effort long

auquel nous allons tous ensemble faire face ». C'est dire si le gouvernement envisage de prolonger ces attaques sans précédent bien après la période de confinement au nom de la reconstruction économique.

En se cachant derrière la lutte contre l'épidémie, le gouvernement Philippe répond à l'effondrement économique en menant la guerre aux salariés. Les travailleurs auront à lutter bec et ongles contre ce qui est un plan de lutte pour sauver les profits patronaux.

Gilles Boti



Pénurie de tout : les capitalistes, pas concernés !

« Engagement exceptionnel », « contribution exceptionnelle »... C'est en ces termes que, lors de sa visite le 31 mars à l'usine de production de masques Kolmi-Hopen près d'Angers, Macron a évoqué la mobilisation de l'État et des entreprises face à l'épidémie, en particulier pour produire des équipements destinés aux soignants.

Les chiffres qu'il a cités à cette occasion n'incitaient pourtant pas à un tel enthousiasme. Ainsi, l'État apporterait une dotation de quatre milliards d'euros à l'Agence nationale de santé publique pour financer les commandes en médicaments, respirateurs et masques. On est loin des 300 milliards de garantie promis aux entreprises qui rencontreraient des difficultés...

Concernant les masques, toutes catégories confondues, Macron a déclaré : « On en produira 15 millions par semaine fin avril. » Or plusieurs centaines de millions de masques par semaine seraient nécessaires pour équiper tous les professionnels de santé. Et c'est sans compter tous les salariés qui, dans le commerce et dans bien d'autres activités, doivent pouvoir eux aussi se protéger d'une contamination.

Pour ce qui est des respirateurs artificiels dont manquent dramatiquement

les services de réanimation des hôpitaux pour traiter les malades atteints des formes les plus graves du Covid-19, Macron a annoncé qu'un consortium regroupant les entreprises Air Liquide, Valeo, PSA et Schneider produirait 10 000 respirateurs d'ici mi-mai, c'est-à-dire seulement dans un mois et demi. En promettant de produire à prix coûtant des respirateurs, le consortium réunissant ces entreprises parmi les plus puissantes et les plus riches du pays estime certainement avoir fait le maximum... Pas question pour leurs dirigeants et leurs actionnaires de consentir à des sacrifices qu'ils trouvent normal d'imposer aux salariés qu'ils mettent en chômage partiel !

En réalité, alors que le nombre de morts ne cesse d'augmenter, que les appels déchirants des soignants se multiplient pour réclamer des moyens le plus vite possible, pour les plus grandes entreprises du pays il n'y

a pas d'urgence sanitaire ! Il ne s'agit pas de mobiliser leurs capacités productives au service de la lutte contre la pandémie. Pour ne citer que les constructeurs automobiles comme PSA et Renault, leur effort pour produire des respirateurs est plus que mesuré. Leurs promesses d'y consacrer une partie de leurs capacités leur servent surtout de paravent pour préparer la reprise de leurs activités habituelles et l'imposer à leurs salariés.

Macron prétend avoir déclaré la guerre au coronavirus, mais il se garde bien d'imposer la moindre contrainte aux capitalistes. Il n'est jamais question de réquisition, de plan de production imposé aux plus grandes entreprises pour fournir coûte que coûte ce que revendiquent les soignants.

Que la crise soit sanitaire ou économique, quand l'État déclare vouloir inciter les capitalistes à agir dans l'intérêt général, le résultat est toujours le même : ils empochent les cadeaux s'il y en a... et ils font ce qu'ils veulent, les yeux rivés sur la courbe de leurs profits !

Marc Rémy

Discours présidentiel : Macron se paye de mots

Le 26 mars, Macron a profité de sa visite à l'hôpital de campagne installé par l'armée à Mulhouse pour prononcer un discours retransmis à la télévision dans lequel il a renouvelé ses imitations de Clémenceau.

Le président a répété que le pays est en guerre, le gouvernement à la tâche jour et nuit, la population mobilisée, etc. Mais les hyperboles guerrières et les remerciements sans fin ne peuvent cacher la situation réelle et le fait que face à l'épidémie l'État n'est pas à la hauteur de la tâche.

Le président a promis un plan sanitaire grandiose... une fois que l'épidémie sera passée. Mais tous les gouvernements ont des années durant supprimé des lits, fermé des hôpitaux, réduit les crédits de la Santé, refusé de recruter, etc. Aucun remerciement aux soignants, surtout venant de ceux qui ont étranglé l'hôpital public, ne pourra faire oublier cela.

Macron a glorifié l'intervention de l'armée qui a laborieusement réussi à installer un hôpital militaire comportant trente lits sous tente. C'est une goutte d'eau dans l'océan, alors qu'on en est à près de dix mille personnes hospitalisées et qu'on renvoie des patients faute de place.

La propagande remplace les mesures réelles. Ainsi l'avion transportant une cargaison de masques a été accueilli par des hommes en armes et une forêt de caméras. Mais comment atteindra-t-on le milliard de masques nécessaires selon le ministre de la Santé ? L'État n'a toujours pas dit

pourquoi il n'y avait pas de stocks de masques, ni pourquoi il n'avait pas organisé une fabrication en urgence dès février.

De la même façon, les quelques dizaines de patients transférés en TGV et en hélicoptères occupaient plus de place dans la mise en scène gouvernementale et le discours de Macron que les centaines, voire les milliers, qui risquent de mourir faute de moyens.

Le président, toujours dans sa veine militaire, a remercié ceux qu'il appelle les soldats de première ligne, les soignants, de deuxième ligne, les travailleurs des secteurs dits de première nécessité, et ceux enfin de troisième ligne qui télétravaillent et sont confinés. Il a superbement ignoré, comme tous les généraux, la piétaille des millions d'ouvriers contraints d'aller travailler, sous peine de perdre leur salaire ou leur emploi, les millions de travailleurs au salaire amputé et tous ceux qui n'existent même pas dans les statistiques et qui doivent vendre leur travail au jour le jour, quels que soient les risques.

Les soldats et les ouvriers de 1914 avaient inventé un mot pour le type de discours que Macron et son gouvernement servent quotidiennement : le bourrage de crâne.

Paul Galois



Le TGV mis en avant par la propagande gouvernementale.

“Le jour d’après” : rien à attendre de ces gouvernements !

Face à l’incurie du gouvernement devant la propagation de l’épidémie, plusieurs organisations syndicales, la CGT et Solidaires ou associatives et environnementales, comme Les Amis de la Terre, OXFAM, ou ATTAC, ont publié le 27 mars une tribune intitulée « Plus jamais ça ! Préparons le jour d’après ».

Cet appel dénonce à juste titre la « baisse continue, depuis de trop nombreuses années, des moyens alloués à tous les établissements de santé, dont les hôpitaux publics et les Ehpad » et réclame, comme tous les soignants, « la mise à disposition du matériel, des lits et des personnels qui manquent ». Pour freiner la pandémie, les signataires réclament que seule soit maintenue la production des biens et des services répondant aux besoins essentiels de la population.

Face à la crise sociale qui s’annonce, ils préconisent que la réponse financière de l’État soit d’abord orientée vers « tous les salariés qui en ont besoin ». Ils mettent, entre autres, en avant l’interdiction des licenciements dans la période, ainsi que la réquisition de logements vacants pour les sans-abri, des moratoires sur les factures impayées d’énergie ou de communications.

Évidemment, certaines des mesures énumérées dans cet appel, si elles étaient appliquées, représenteraient un premier pas salutaire dans la protection élémentaire de la vie, de la

santé des travailleurs, des personnes âgées et des précaires. Mais la question est de savoir qui peut mettre en œuvre et imposer de telles mesures d’urgence.

Les signataires de ce texte en appellent à l’intervention des États et des banques centrales. Leur appel ne s’adresse pas principalement aux travailleurs, aux habitants des quartiers populaires, aux militants des syndicats, des associations. Il s’adresse aux gouvernements, aux politiciens de la bourgeoisie.

La tribune salue ainsi le fait que Macron ait récemment appelé à des « décisions de rupture » et à placer « des services [...] en dehors des lois du marché », ajoutant : « Nos organisations, conscientes de l’urgence sociale et écologique et donnant l’alerte depuis des années, n’attendent pas des discours mais de profonds changements de politique, pour répondre aux besoins immédiats et se donner l’opportunité historique d’une remise à plat du système, en France et dans le monde. »

Malheureusement, c’est là se bercer et bercer les

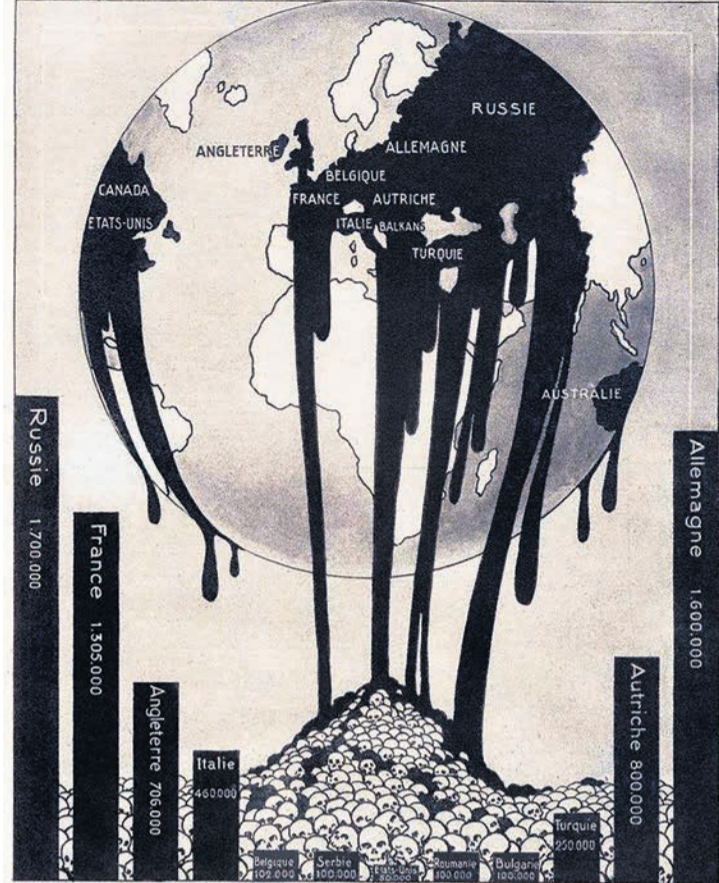
travailleurs d’illusions sur la volonté et la capacité des gouvernements et des appareils d’État à changer de nature et à se mettre au service de l’intérêt général.

La crise du coronavirus l’illustre de manière éclatante : dans tous les pays, les chefs de gouvernement et de banques centrales se sont succédé, dès l’éclatement de la crise, pour garantir aux capitalistes, aux banquiers, à hauteur de milliers de milliards de dollars, le maintien de leurs profits.

Mais dans le même temps, ceux-là mêmes qui ont froidement mis en œuvre la suppression des dizaines de milliers de lits d’hôpital, la fermeture de structures hospitalières à l’échelle du pays, méprisant les alertes des professionnels de santé, ont été incapables de mettre sur pied en deux mois, autre chose qu’un misérable hôpital militaire de campagne de 30 lits.

Face à la pénurie de matériel de protection, les soignants en sont réduits à lancer des appels à l’aide à la population pour la fabrication artisanale de masques et de lunettes à domicile. Nulle part des usines n’ont été rouvertes ou réquisitionnées pour produire en urgence les centaines de millions de masques ou de ventilateurs nécessaires, alors même que les patrons, de façon criminelle, contraignent des millions

CE QUE NOUS NE DEVONS PLUS JAMAIS REVOIR



Déjà en 1914, on disait : « Plus jamais ça ! ».

de travailleurs à venir dans leurs usines pour fabriquer des biens socialement inutiles en cette période, comme des voitures ou des moteurs d’avions.

Il ne s’agit pas d’une absence de réactivité de Macron ou de Philippe mais d’une organisation sociale irresponsable : celle du capitalisme dont toutes les décisions sont conditionnées par l’impératif du profit. Ce que démontre la crise, c’est bien là que pour gérer au mieux les affaires de la bourgeoisie. Même quand le Titanic

prenait l’eau, le clairon annonçait aux passagers de la première classe que leur somptueux repas allait être servi.

On ne peut rien attendre de tels gouvernants. Il faut mettre fin à cette gouvernance de la société au seul profit de la bourgeoisie, et à la domination même de cette classe. Les travailleurs, et eux seuls, peuvent imposer les mesures d’urgence indispensables pour ne pas prendre de plein fouet le chaos économique et sanitaire en cours.

Christian Bernac

Directions syndicales : l’union nationale a du mal à passer

Avec la deuxième semaine de confinement, les grands patrons font tout leur possible pour rouvrir leurs entreprises fermées. Pour faire passer cela dans l’opinion, le gouvernement a cherché sans succès à obtenir le soutien des directions syndicales.

Toute la semaine, des contacts divers se sont multipliés entre les directions des syndicats, des

ministres, des syndicats patronaux. Vendredi 27 mars, une visioconférence a même été organisée avec Macron en personne. Mais pour l’instant, cette volonté de les impliquer dans la politique d’union nationale pour le plus grand bien du capital a rencontré une fin de non-recevoir. Non pas que les directions syndicales ne sont pas capables de s’asseoir sur les intérêts des travailleurs pour aider le patronat à remettre en marche la pompe à profits. Mais pour l’instant, elles n’en voient pas l’intérêt. Il faut dire que deux jours avant, le gouvernement avait pris des ordonnances qui constituent une série d’attaques brutales contre les travailleurs, sans même faire semblant d’en débattre avec elles. Et il n’y a rien qui fâche plus un dirigeant syndical que d’être écarté des

tapis verts... même virtuels.

Alors pour l’instant les dirigeants syndicaux refusent de cautionner la politique du gouvernement. Même si, au vu des raisons invoquées, on peut tout craindre. Laurent Berger, par exemple, dirigeant de la CFDT, met en avant la nécessité de protéger les salariés pour « assurer la continuité de l’activité », tout en précisant que cela est impossible « sans dialogue social ». Le dirigeant du Medef a bien entendu le message et s’est empressé d’expliquer : « Pour que les entreprises puissent s’adapter [...] il faut d’abord réunir le comité social et économique (CSE) et réfléchir à une nouvelle organisation du travail qui protège les salariés ».

Seule la CGT s’oppose pour l’instant à la reprise d’activités jugées non essentielles, tout en réclamant

que soit défini ce qui est essentiel ou pas. Et elle a posé un appel à la grève dans la fonction publique pour couvrir ceux qui le voudraient. Même si cela ne semble pas pour l’instant à l’ordre du jour, cet appel est au moins un soutien aux travailleurs qui ne veulent pas subir les nouveaux diktats patronaux sans rien dire.

Dans bien des entreprises, les militants syndicaux se battent aujourd’hui contre le manque de mesures de précautions pour ceux qui travaillent, contre les licenciements des précaires. Bien des travailleurs sentent que, demain, leurs ennemis se préparent à leur faire payer la crise sanitaire et économique. Alors, l’union qui devra se faire sera celle des travailleurs contre les profiteurs et leurs serviteurs.

Marion Ajar



Le Maire aux actionnaires : **couvrez ce dividende...**

Alors que la loi d'urgence sanitaire permettra au patronat d'augmenter les heures de travail, de disposer des congés des salariés, d'imposer des journées de RTT en lieu et place du chômage partiel, le gouvernement se devait de ne pas laisser croire que les sacrifices et les efforts ne sont demandés qu'aux travailleurs.

Mais si aux travailleurs on impose, au patronat et aux actionnaires on propose. Ainsi, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a d'abord appelé les grands groupes à faire preuve de retenue dans le versement des dividendes pour l'exercice de l'année 2019. Puis il a annoncé que ceux qui verseraient des dividendes malgré cet appel à la bonne volonté du gouvernement, seraient pénalisés en devant rembourser, avec pénalités,

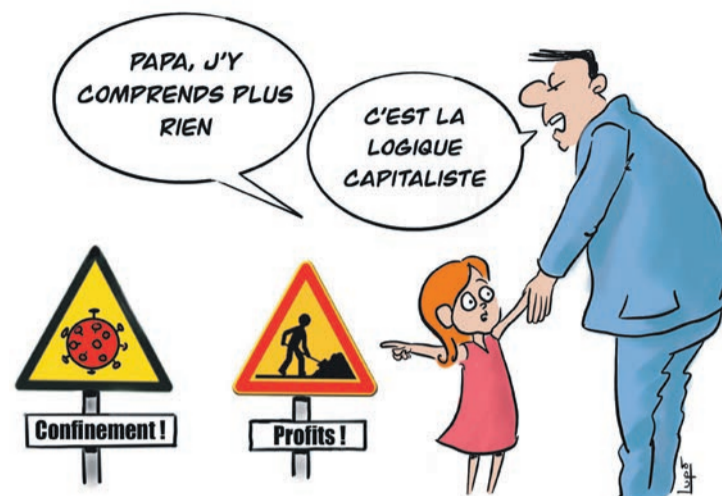
les aides publiques qui leur auraient été distribuées.

En fait, il y a du tartuffe dans l'air, et de tout côté. Bien des groupes, par exemple Airbus, ont décidé de laisser « confiné » dans leur trésorerie ce qui devait être versé aux actionnaires, sans attendre la recommandation gouvernementale et en attendant des jours meilleurs.

D'autres ont maintenu l'échéance des versements, comme le groupe

Publicis, ou Suez à hauteur de 408 millions d'euros. Ce serait aussi le cas de STMicroelectronics, dont l'État français est un important actionnaire, qui s'apprête à distribuer 220 millions de dollars en dividendes. Les menaces de Le Maire de priver ces entreprises d'aides publiques ou de les leur faire rembourser, que seront-elles devenues dans quelques mois ?

Quel que soit le choix adopté par les groupes industriels ou bancaires dans le versement des dividendes, les actionnaires, et parmi eux les plus gros, n'auront guère à se serrer ceinture : dans les deux dernières années, et sans remonter plus loin, ce sont quelque cent milliards



d'euros qui leur ont été distribués. De toute façon, les trésors accumulés par les entreprises sur le dos des salariés ne vont pas

disparaître et resteront en réserve pour garantir à la machine à profits de continuer à tourner.

Boris Savin

Confinement : **police à tout faire**

Un nouveau décret du 28 mars a renforcé la répression contre ceux qui ne respectent pas le confinement. Il en coûtera 200 euros à une personne verbalisée pour la deuxième fois en quinze jours, et jusqu'à 3 750 euros et une peine de prison pour quatre verbalisations en un mois. Le gouvernement a aussi modifié une nouvelle fois les attestations de sortie.

La police doit assurer l'application de ces règles et parfois ses membres se perdent eux-mêmes dans les demandes du gouvernement. Les abus ne manquent pas. Des travailleurs s'entendent dire que leur attestation n'est pas valide ou qu'ils devraient en avoir deux ; des personnes sont verbalisées parce que leur papier était mal rempli ; des SDF sont verbalisés parce qu'ils ne sont pas restés confinés !

Les règles sont officiel-

lement les mêmes dans les beaux quartiers et les cités ouvrières, mais la situation de la population n'est pas la même et l'attitude des policiers non plus. Ceux-ci sont souvent imprégnés des préjugés les plus répandus, antipauvres, racistes... Ils n'en ont pas l'exclusivité mais contrairement au quidam, ils ont une parcelle de pouvoir dont ils peuvent abuser.

En règle générale, l'État utilise les forces de répression pour faire admettre les inégalités sociales et faire

respecter les règles de la société capitaliste, avec des moyens de coercition qui vont des amendes à la prison. L'État couvre même le plus souvent les abus commis par les forces de police, parce que la bourgeoisie en a bien trop besoin pour faire respecter ses lois.

Cela n'empêche pas d'ailleurs l'administration de traiter les policiers avec le même mépris que les autres travailleurs en ne leur fournissant ni masques ni gants alors qu'ils peuvent transmettre ou être contaminés par le virus.

Le respect du confinement est indispensable face à l'épidémie. Mais dans une société où les autorités se méfient de tout ce qui pourrait ressembler à une auto-organisation de la population,



LALSACE HERVE KIELWASSER

elles ne savent le faire respecter que par le recours à une police bien peu préparée à ce rôle social. Elle

l'accomplit à sa manière, où la répression a plus de place que la persuasion.

Inès Rabah

Écoles fermées : **inégalités amplifiées**

Depuis le 16 mars, 12,7 millions d'élèves sont confinés chez eux. Enseignants et parents tentent de faire au mieux en utilisant Internet et les diverses plateformes mises en place par l'Éducation nationale.

Mais si le confinement s'applique à tous, tous les jeunes ne le vivent pas dans les mêmes conditions. Cette crise révèle les profondes inégalités dans l'apprentissage et l'accès à la culture, et elle les aggrave.

D'après les statistiques, 5 % des élèves, soit 635 000 jeunes, n'ont pas de matériel, pas d'ordinateur par exemple, ou un seul pour toute la famille, un accès limité ou pas d'accès du tout à Internet. 1,2 million, soit plus du double, sont

dans une situation qui les place en grande difficulté. Un professeur d'un lycée professionnel de Caen déclarait que selon lui, dans son lycée, « un peu moins de 40 % des élèves n'ont pas accès à un ordinateur. Dans un collège de Caen en quartier défavorisé, ce chiffre peut monter à 75 % ! »

Mais à cela s'ajoutent bien d'autres difficultés pour tous les jeunes issus des classes populaires. L'exiguïté des logements dans lesquels vivent nombre de

familles rend impossible d'étudier dans de bonnes conditions, même lorsque l'accès aux cours est possible. Être confinés à cinq dans un petit appartement ou travailler tranquillement dans une maison à la campagne avec des parents disponibles et une bibliothèque, cela n'a rien à voir ! Et comment peut-on se débrouiller dans les familles où les parents continuent de travailler hors de chez eux ? Que peut faire la caissière qui vit seule avec ses enfants ?

La prétendue égalité des chances ne résiste pas devant cette réalité.

Aline Rétesse

Macron : une occasion de se taire

Mardi 31 mars, Macron s'est rendu à l'usine Kolmi-Hopen, dans la zone industrielle de Saint-Barthélemy-d'Anjou près d'Angers, où sont fabriqués un million de masques par jour, soit sept masques sur huit produits en France.

Savamment orchestrée d'un point de vue médiatique, cette visite a été l'occasion pour le président de caser un discours sur la nécessité de « relocaliser » la production industrielle, et d'entonner, après son cocorico, un hymne à la « souveraineté européenne ».

Pour prendre l'entreprise Kolmi-Hopen comme symbole d'un

nouveau départ de « l'industrie à la française », il faut vraiment que Macron soit à court d'exemples. Kolmi-Hopen appartient en effet à Medicom, un groupe canadien qui possède des sites de production sur trois continents et vend ses produits dans 95 pays. Heureusement pour Macron, le ridicule ne tue pas...

Correspondant LO

Contamination au travail: des patrons criminels veulent se couvrir

Des salariés ont constaté que leur patron leur faisait signer une décharge pour l'exonérer de toute responsabilité en cas de contamination au travail.

Faire signer ces décharges de responsabilité est un aveu de la part de ces patrons. Elles signifient qu'ils savent qu'il y a des risques de contamination au travail. Comment ignorer les conditions de transport où souvent les travailleurs sont trop proches les uns

des autres, comment fermer les yeux sur la pression de la production et du rendement, qui fait que les distances de sécurité ne peuvent être respectées, comment faire fi de la fatigue qui à son tour devient un élément favorisant les risques de contamination ? Comment prétendre

que les moyens matériels (masques, gel, gants, vêtements de sécurité) sont en nombre suffisant pour chacun ?

Certes, ces décharges sont illégales et choquantes, et elles constituent une pression inadmissible. Un délégué CGT de l'Aveyron témoigne : « Les salariés se retrouvent plongés dans une double angoisse : celle d'aller

travailler en n'étant pas suffisamment protégés. Et celle de perdre leur emploi s'ils ne signent pas ces documents. »

Face aux risques de plaintes contre les employeurs, les organisations patronales réclament un assouplissement de la législation. Elles souhaiteraient que l'obligation en matière de santé au travail disparaisse, et devienne

simplement une « obligation de moyens ». Un responsable patronal, cité par le *Journal du dimanche* exige : « Il faut sécuriser les chefs d'entreprise qui n'ont pas les moyens de se prémunir face au virus. » Alors que de nombreuses dérogations au Code du travail leur ont été accordées, certains patrons préfèrent anticiper eux-mêmes.

Bertand Gordes

Industriels du luxe : l'hôpital se moque de la charité

Les grandes marques de luxe françaises prétendent monter au front face à l'épidémie.

Après avoir lancé la fabrication de gel hydroalcoolique à destination des hôpitaux de l'AP-HP, dans les usines de parfumerie de son groupe LVMH, Bernard Arnault a déboursé cinq millions d'euros pour l'achat de masques acheminés depuis

la Chine. Celui dont la fortune a dépassé les 100 milliards d'euros l'an dernier avait été plus généreux lors de l'incendie de Notre-Dame, débloquant aussitôt 200 millions d'euros pour sa rénovation. Et cela dès le premier jour.

Son concurrent François

Pinault, en plus d'acheminer lui aussi pour trois millions d'euros des masques depuis la Chine, a annoncé la prochaine fabrication de masques et de blouses dans les usines françaises et italiennes des marques Gucci, Yves-Saint-Laurent et Balenciaga.

Dans l'industrie de la mode, Zadig et Voltaire a récemment promis de

reverser à la Fondation des hôpitaux de Paris 20% des bénéfices de ses ventes en ligne réalisées durant le confinement, du moins jusqu'au 15 avril 2020.

Ces capitalistes auraient pourtant largement les moyens de débloquer des milliards pour aider l'hôpital à faire face à l'épidémie. À elles trois, les familles Pinault, Hermès et Arnault ont

des fortunes personnelles qui correspondent à deux années de budget de l'hôpital public en France. Et leurs usines textiles, de maroquinerie ou de parfumerie permettraient largement de faire face aux besoins de matériel de protection. Visiblement il ne faut pas trop leur en demander.

Léna Pigalli

Agriculture : les ouvriers migrants saisonniers indispensables

Les agriculteurs français ne trouvant pas de saisonniers pour récolter les asperges et les fraises arrivant à maturité, le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume en a appelé « à l'armée des ombres de l'agriculture », lui demandant de « rejoindre ceux qui vont nous permettre de nous nourrir de façon propre, saine et durable ». Sans rire.

La réalité est plus prosaïque. L'Europe a fermé ses frontières pour empêcher la diffusion du coronavirus. Mais toute une partie de l'agriculture européenne est tributaire des migrants.

En France, les exploitants agricoles recrutent 250 000 saisonniers par an, venus entre autres du Maroc, de Tunisie, d'Espagne et d'Europe de l'Est. En Grande-Bretagne, où plus de 200 000 saisonniers viennent chaque année,

les agriculteurs manquent de main-d'œuvre pour ramasser les framboises et les pommes de terre. En Allemagne, qui recrute chaque année 300 000 migrants saisonniers, notamment en Europe de l'Est, toute une partie de la précieuse récolte d'asperges blanches risque de monter à graines. Et en Italie, où 370 000 ouvriers étrangers viennent chaque année, plus d'un quart des fraises, des haricots et des laitues, qui

arrivent à maturité dans les prochains mois, ne pourront être récoltés.

Partout, les autorités ont fait appel à la main-d'œuvre locale. Mais on ne s'improvise pas ouvrier agricole. Les conditions de travail, de logement, de salaire sont variables mais, chaque année, des cas d'exploitation éhontée sont révélés.

Tout comme, sans les soignants étrangers, nombre d'hôpitaux ne pourraient accueillir les malades, l'agriculture européenne ne peut fonctionner sans main-d'œuvre immigrée. C'est une réalité que beaucoup voudraient faire oublier, préférant accuser les migrants de tous les maux de la société.

Michel Bondelet

Transports : les chauffeurs ne veulent pas être sacrifiés

Les chauffeurs routiers dénoncent depuis plusieurs semaines les conditions d'insécurité dans lesquelles ils doivent travailler. Quatre d'entre eux sont morts du coronavirus et 1 500 ont été contaminés. Trois syndicats, CFTD, FO et CGC, ont donc appelé ceux qui le souhaitent à exercer leur droit de retrait à partir du 30 mars pour obtenir les protections nécessaires.

Les chauffeurs n'ont ni gants, ni gel hydroalcoolique, ni bien sûr de masques puisque ceux-ci font défaut même au personnel médical. Les distances de sécurité ne sont pas respectées quand ils chargent et déchargent, et plusieurs personnes s'entassent souvent dans les locaux où ils doivent faire signer leurs documents. Bien des aires d'autoroutes abritant les toilettes, les restaurants et les douches restent encore fermées, car le gouvernement n'a rien fait pour que soient appliqués ses arrêtés exigeant leur ouverture. Dans les hangars de stockage, des patrons continuent à faire travailler tout le monde ensemble avec parfois un seul lavabo pour se laver les mains. Les ordonnances gouvernementales autorisant les employeurs à augmenter le temps de travail jusqu'à soixante heures par semaine dans le secteur vont encore aggraver la situation.

Les chauffeurs revendiquent aussi l'interdic-

tion des transports non essentiels. Cela devrait être une évidence à l'heure où les hôpitaux se plaignent des difficultés d'acheminement du matériel qui leur est destiné. Pourtant patronat et gouvernement se retranchent, comme dans d'autres secteurs, derrière une prétendue impossibilité à établir une liste. Tous ceux qui conduisent les camions savent pourtant ce qu'ils transportent, c'est écrit sur chaque bon de livraison, et sont certains qu'il n'y aurait aucune difficulté à faire le tri.

Macron et ses ministres répètent à chaque conférence de presse que la chaîne logistique est indispensable pour acheminer le matériel médical et approvisionner les magasins, mais cela s'arrête aux paroles. Ils ne font rien pour que les salariés qui font tourner les transports ne risquent pas leur peau et ne voient pas leur travail gaspillé.

Daniel Mescla



OUEST FRANCE

Hôpitaux: discours des ministres et réalité

Un grand nombre de patients atteints du Covid-19 nécessitent une prise en charge en réanimation sous respirateur artificiel. En Italie, comme dans l'Est de la France, les médecins ont dû choisir les patients qui pouvaient y accéder et ainsi laisser mourir, faute de moyens, certains malades. C'est ce qui risque de se produire ces jours-ci en Île-de-France.

Cette carence est le résultat direct de la politique d'austérité dans les hôpitaux. Il y a actuellement en France trois lits de réanimation pour 20 000 habitants contre six en Allemagne. Édouard Philippe et Olivier Véran, dans leur conférence de samedi 28 mars, ont prétendu que, en partant des 5 000 lits qui existaient avant l'épidémie, les hôpitaux disposeraient maintenant de 10 000 lits, et ont fixé un objectif de 14 500 pour avril.

Il est facile de jongler

ainsi avec les chiffres. En réalité, les lits qui sont créés ces jours-ci grâce à l'énergie et au travail des soignants ne sont pas au même niveau d'équipement, et en aucun cas on n'atteindra de tels chiffres. De plus, au début de la crise, les réanimations étaient déjà pleines, comme elles le sont quasiment en permanence. Les conditions de prise en charge des patients atteints par le Covid-19 sont particulièrement difficiles car il faut que le personnel se protège, ce qui demande du matériel, du



Les hospitaliers de Lézignan-Corbières en colère.

temps et de l'expérience. Pour ouvrir des lits, on doit recourir à des volontaires paramédicaux des autres services ou à des étudiants en médecine. Ce n'est pas en quelques jours qu'ils peuvent apprendre à gérer de telles situations.

Ainsi, dimanche 29 mars, à l'hôpital Raymond-Poincaré dans les Hauts-de-Seine, la réanimation a interrompu toutes les admissions de patients

faute de personnel suffisant pour travailler en sécurité. Bien des cliniques ou des hôpitaux, qui n'ont pas de service de réanimation, tentent d'en ouvrir avec le personnel travaillant habituellement en anesthésie. C'est un pis-aller qui ne serait pas accepté par les autorités en temps normal mais qui gonfle bien les annonces des ministres.

Tout se fait dans la précipitation, alors que les me-

sures prises aujourd'hui auraient dû être prises il y a au moins deux mois. Le personnel soignant essaye de faire au mieux avec ce qu'il a.

Quant aux gouvernants, ils voudraient faire oublier par leurs discours leur incompétence depuis le début de la crise et leur responsabilité passée dans la dégradation du système de santé.

Jean Pollus

Pénurie de médicaments: à cause du profit

« Il y a potentiellement une pénurie de médicaments de réanimation à venir », a déclaré Bruno Riou, directeur médical de crise de l'AP-HP. L'inquiétude porte en premier lieu sur les curares, utilisés pour relaxer les muscles au moment de l'intubation. Depuis un an, les ruptures de stock se multiplient.

Outre le curare, ce sont des anesthésiants, et même des médicaments aussi courants que le Doliprane ou l'Augmentin (en sachet), qui viennent à manquer.

Récent, ce phénomène est toutefois bien antérieur à l'épidémie. Pourquoi ces ruptures? Est-ce la faute à la mondialisation, à la Chine comme le disent certains? Non, la faute en

est à l'organisation capitaliste de la production et à la domination des trusts pharmaceutiques.

En août dernier, Mediapart révélait que, selon l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), 868 médicaments avaient été en rupture ou en tension en 2018. C'est près de vingt fois plus qu'en 2008 où l'on ne comptait que

44 ruptures!

Depuis les années 1990, les trusts ont fait le choix de produire le principe actif des médicaments surtout en Chine, où les salaires sont plus bas et les réglementations sanitaires pour les travailleurs et l'environnement moins contraignantes qu'en Europe. Aujourd'hui, 80% sont produits en Chine et en Inde, pays qui fabriquent aussi 60% des vaccins utilisés dans le monde.

Bien souvent, le principe actif des médicaments n'est produit que par une seule entreprise: le moindre grain de sable peut entraîner très vite une pénurie.

D'autant que la production, comme dans toute l'industrie, se fait à flux tendu avec le minimum de stocks.

Les pénuries peuvent être dramatiques pour les patients, comme pour cet antiparkinsonien, fabriqué par le géant MSD, qui a été absent des pharmacies pendant sept mois. Cela lui a valu en France une amende de 350 000 euros, une goutte d'eau pour ce groupe qui fait 40 milliards de chiffre d'affaires.

Ces pénuries de médicaments, parfois basiques, sont bien dues à une organisation capitaliste de la société, où ce qui domine

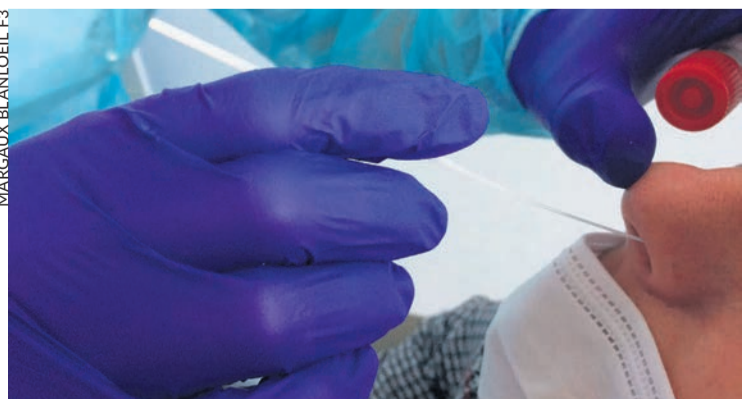
n'est pas l'intérêt collectif mais l'intérêt privé de ceux qui possèdent les usines et décident de produire là où cela leur rapporte le plus. À tel point que des classes entières de médicaments, comme des antibiotiques ou de vieux médicaments, peu chers mais bien utiles, sont délaissées par les laboratoires.

C'est cet ordre des choses là qu'il faut remettre en cause, pour qu'aux catastrophes naturelles et aux épidémies, qui font partie de la vie, ne se rajoutent pas des catastrophes sociales.

Étienne Hourdin

Le scandale des tests

« Testez, testez, testez tous les cas suspects de Covid-19 », supplie l'OMS. En effet, savoir qui est infecté permettrait de limiter drastiquement la propagation du virus, comme l'ont montré les exemples de la Chine ou de la Corée. Mais cette politique de dépistage à grande échelle ne semble pas possible en France.



En effet, les laboratoires de ville n'ont pas assez de masques ni d'écouvillons pour réaliser les prélèvements. D'autre part, les machines qui réalisent les analyses, qui coûteraient entre 100 000 et 400 000 euros pièce, sont fabriquées et vendues par les grands laboratoires. Or ceux-ci, jamais à court d'invention pour garantir leurs profits, « bloquent » ces machines afin qu'elles ne fonctionnent qu'avec leurs propres tests. Par exemple, les machines de la marque Roche n'ont pas pu fonctionner avant le 13 mars, le fabricant n'ayant obtenu l'autorisation de

commercialiser ses tests dans l'UE qu'à cette date. Heureusement, 48 CHU et laboratoires de recherche avaient des machines « ouvertes », ce qui a permis de sauver les meubles, pendant que les coûteuses machines « fermées » de Roche et consorts étaient en chômage technique.

Autre problème: les réactifs, ces kits de produits chimiques utilisés pour détecter le virus, sont en rupture de stock, notamment à cause des tensions dans le domaine des transports. Sauf que depuis janvier, le gouvernement aurait tout à fait pu organiser la production de réactifs, ces

derniers n'étant même pas protégés par des brevets! Mais rien n'a été fait.

Le 22 mars, de leur propre initiative, les organismes de recherche publique se sont organisés pour recenser matériels et réactifs qu'ils pourraient mettre à disposition des soignants. Comme d'habitude, ce sont les travailleurs qui vont suppléer aux carences – ou plutôt aux failles béantes – de l'État, bien plus occupé à démolir ce qui reste du Code du travail qu'à mettre l'économie en ordre de marche pour combattre le virus.

Line Kovic

Espagne : une situation sanitaire scandaleuse

Lundi 30 mars, le bilan de l'épidémie était très lourd en Espagne avec 85 195 contaminés et 7 349 morts. Depuis des années, comme dans bien d'autres pays, le système de santé a été dégradé et privatisé. C'est particulièrement le cas à Madrid. D'immenses manifestations appelées « les marées blanches » avaient tenté de s'opposer à cette politique de « rentabilisation » et de privatisation des hôpitaux.

Aujourd'hui, la terrible crise sanitaire met en évidence le manque criant de masques, de gel, de respirateurs, de personnel qualifié dans les hôpitaux ou les maisons de retraite. Elle provoque de nombreuses réactions d'indignation dans toute l'Espagne.

Le mépris patronal s'est montré dès le début de la crise. Les directions des entreprises tenaient à maintenir à leur poste des milliers de travailleurs, contre l'avis des autorités médicales et sans protections réelles. Cette politique criminelle a contribué à aggraver la propagation du virus. L'exemple le plus frappant a été Airbus, qui a obligé à travailler alors que des centaines de travailleurs étaient contaminés. Le syndicat CGT a dû déclencher une grève illimitée afin que le personnel puisse rester chez lui et se protéger, mais en ne percevant aucun salaire!

L'ensemble des dirigeants d'entreprise ont fait comme Airbus. CLECE, la société du milliardaire Florentino Perez (propriétaire

du Real Madrid) a licencié les employés qui signalaient le manque de matériel dans les maisons de retraite. L'objectif était clair: silence sur les drames et les carences et maintien des activités pour ne pas faire baisser les dividendes des actionnaires.

Ces mêmes entreprises utilisent la grande presse qu'elles contrôlent pour faire savoir par des articles élogieux qu'elles ont versé quelques millions pour aider à combattre la pandémie!

Face à l'urgence sanitaire et au cynisme patronal, le gouvernement « de progrès », associant le PSOE (Parti socialiste) et l'alliance Unidad-Podemos, a d'abord servi les patrons. Dès le début de la crise, les « mesures de progrès » ont profité aux banques et aux grandes entreprises, avec 100 milliards de garanties qui ne sont rien d'autre que la garantie pour les banques de poursuivre leurs activités de prêt et de spéculation sans le contrôle de personne.

Parmi les cadeaux faits aux entreprises, le gouvernement a décidé que les



Lors d'une « marée blanche » à Madrid : « La santé ne se vend pas, elle se défend ».

heures non travaillées seraient récupérables. Pas question, là non plus, d'affecter les bénéfices des patrons! Il a bien sûr tenté de conserver un visage « social » en faisant annoncer par une ministre d'Unidad-Podemos (par ailleurs membre du Parti communiste) la « limitation des licences pour des raisons techniques et de production ».

Cette mesure n'empêche évidemment pas les licenciements. Tout au plus, elle les rend un peu plus chers pour les patrons. Et cette décision intervient après qu'un million de travailleurs ont été licenciés dans les semaines qui précédaient et bien sûr sans effet rétroactif. Le patronat, la droite et l'extrême droite

n'ont, bien entendu, pas manqué de dénoncer une mesure « bolivarienne » qui porte atteinte à la liberté d'entreprise, et qui « va créer plus de chômage encore ».

Par ailleurs, le gouvernement tergiverse pour savoir comment faire quand la population ne pourra pas payer les loyers, l'électricité. Il envisage d'étaler les paiements, d'avancer l'argent, mais surtout pas d'annuler quoi que ce soit!

Malgré la pandémie, malgré le nombre de morts, il ne veut en rien léser les propriétaires, tout comme il continue à appliquer la politique des banques et des grandes entreprises, prenant simplement au passage, un petit pourcentage de l'immense

richesse accumulée par la bourgeoisie.

Un proverbe espagnol dit « on ne peut pas mettre une bougie à Dieu et une autre au diable ». Alors que des milliers de vies sont en jeu, le gouvernement espagnol a clairement choisi son camp et ses cièges: il les met du côté du grand patronat, des banquiers, des grands propriétaires!

Avec cette crise, il est certain que la classe ouvrière qui exprime déjà son indignation et sa colère aura à demander des comptes, et devra faire entendre sa voix et la volonté d'en finir avec une organisation sociale qui piétine des vies au nom du sacro-saint profit.

Jacques Muller

États-Unis : chômage record

La troisième semaine du mois de mars a vu 3,3 millions de travailleurs s'inscrire au chômage, soit quinze fois plus que la semaine précédente! Aux États-Unis, la crise économique se répand encore plus vite que le coronavirus.



Autoroute déserte à Chicago, le 22 mars.

Pourtant tous les États américains n'ont pas pris encore de mesures de confinement général. En effet l'État fédéral, avec Trump à sa tête, a un temps de retard en la matière. Après avoir nié l'importance de l'épidémie, Trump annonce à présent monstrueusement que 100 000 ou 200 000 morts dans le pays seraient une victoire... car certains ont parlé de deux millions de victimes.

Toutefois la seule décision d'interdire dans tout le pays les rassemblements de plus de dix personnes, entraînant la fermeture des restaurants, des hôtels, des lieux recevant du public, etc., a été suffisante pour déclencher cette première vague de licenciements massifs. Les entreprises peuvent licencier très facilement. Les plus grandes ne s'en privent d'ailleurs pas en temps ordinaire dès qu'elles craignent une baisse de rentabilité. Pour les capitalistes, les travailleurs ne sont qu'une variable d'ajustement de leur économie.

L'assurance chômage varie d'un État américain à un autre. En général, un chômeur perçoit autour de la moitié de son dernier salaire, à condition qu'il ne soit pas un sans-papier non déclaré, un travailleur contraint au statut d'autoentrepreneur, etc. L'allocation chômage n'est perçue que pendant quatre mois, dans la plupart des cas.

Dans l'urgence la Maison Blanche et le Congrès, tout en ouvrant en très grand les vannes du crédit pour les entreprises, ont prévu un chèque de 1 200 dollars pour chaque adulte et de 500 dollars par enfant, et promis d'améliorer le sort des chômeurs. Mais au total, les sommes que l'État fédéral va allouer au bénéfice des ménages sont deux fois moindres que celles qu'il mobilise, pour l'instant, au service des entreprises.

Une conséquence dramatique des licenciements est la perte de l'assurance santé, qui va souvent avec l'emploi.

Les soins médicaux sont alors immédiatement hors de portée des familles.

Le chiffre de 3,3 millions d'inscriptions au chômage en une semaine est inédit. Il est cinq fois plus important que durant la pire semaine, en juin 2009, de la phase aigüe de la crise des subprimes. Il est peut-être sous-estimé car de nombreux travailleurs soudainement privés d'emplois se retrouvent face à des plateformes informatiques ou téléphoniques d'inscription au chômage sous-dimensionnées et impossibles à joindre.

Il y a tout lieu de craindre que cette vague de licenciements ne s'amplifie, les États allant certainement basculer dans le confinement les uns après les autres.

Si une guerre est menée en ce moment aux États-Unis, c'est avant tout celle de la bourgeoisie contre la classe des travailleurs, bien plus que celle des autorités contre la propagation du virus.

Lucien Déroit

Maroc : la population pauvre paie le confinement au prix fort

Depuis jeudi 19 mars, jour où l'état d'urgence sanitaire a été décrété et où le confinement général a été imposé au Maroc, la vie des plus pauvres est devenue encore plus difficile qu'auparavant.

La diminution drastique de l'activité dans le secteur touristique, mais aussi dans la production textile ou automobile, a entraîné la mise à l'arrêt de nombreuses entreprises. En conséquence, beaucoup de travailleurs ont été purement et simplement licenciés, ou bien leur travail a été « suspendu », de même que le salaire qui va avec.

Près de 121 000 travailleurs agricoles saisonniers n'ont pas pu rejoindre la région de Huelva, en Andalousie, où elles auraient dû cueillir les fraises jusqu'à l'été. La fermeture de la frontière avec l'Espagne à Ceuta est aussi synonyme de chômage pour les milliers de femmes qui transportent les marchandises sur leur dos entre les deux pays. C'est un drame pour beaucoup de ces femmes, qui sont

souvent seules à assurer la subsistance de leur famille.

Les migrants subsahariens, qui vivent de petits boulots et de mendicité en attendant de trouver l'opportunité de passer en Europe, sont dans une situation tout aussi dramatique. Du côté des petits paysans, la vente des produits rendue plus difficile avec la fermeture de certains souks s'ajoute à une année de sécheresse qui promet déjà de mauvaises récoltes céréalières pour l'année 2020.

Le confinement entraîne une situation tout aussi difficile pour les vendeurs ambulants, les cireurs de chaussures et tous les travailleurs du secteur « informel » (estimé à 40% de l'économie), qui doivent trouver chaque jour de quoi nourrir leur famille et tenir jusqu'au lendemain.

Ils sont bien obligés de sortir pour cela : ils s'entassent dans les transports en commun réduits depuis le confinement et sont en butte aux forces de police.

En contrôlant les passants et en pourchassant ceux qui n'ont pas l'autorisation de sortir, elles s'attaquent à eux avec les mêmes méthodes brutales et méprisantes que d'habitude : coups de pieds et gifles... mais celles-ci sont assénées avec des gants, Covid-19 oblige. Plus de 500 personnes sont poursuivies par la justice pour avoir violé l'état d'urgence sanitaire et véhiculé de fausses informations, et risquent la prison pour cela.

Comme dans tous les autres pays, la banque centrale marocaine a immédiatement fait caisse ouverte pour que les entreprises puissent se refinancer auprès d'elle. Mais pour les travailleurs sans revenus du fait de la crise sanitaire, les mesures



Les blindés dans les rues de Casablanca.

prises sont dérisoires. Il est théoriquement prévu une aide financière, à venir « progressivement à partir du 6 avril », pour les familles bénéficiant de l'équivalent de la CMU, mais cela, c'est pour la galerie. En temps normal, bien des familles pauvres n'ont pas droit à cette CMU et celles qui y ont théoriquement droit se voient refoulées des hôpitaux comme les autres parce qu'elles ne peuvent pas payer.

Pour gérer la crise sanitaire, le roi du Maroc a mis

sur pied une cellule de crise comportant les principaux généraux, le directeur général de la Sûreté nationale et le directeur général de la Surveillance du territoire. Pour faire respecter le confinement, les blindés ont été déployés dans les rues des grandes villes. Les autorités marocaines n'ont rien à proposer ou presque pour répondre aux difficultés des travailleurs et des plus pauvres, mais elles sont prêtes à les réprimer.

Valérie Fontaine

Côte d'Ivoire : les conséquences aggravées de l'épidémie

Nos camarades de l'Union Africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI - UCI) décrivent dans le dernier numéro de leur journal *Le pouvoir aux travailleurs* ce que signifie pour la population l'état d'urgence instauré en Côte d'Ivoire, et les mesures qui s'imposeraient.

Le gouvernement ivoirien prétend avoir pris des mesures de santé publique pour lutter contre le coronavirus, en annonçant notamment la fermeture des écoles ainsi que du Parlement fantôme à

sa botte. Mais ces mesures ne peuvent nullement protéger les travailleurs et les populations pauvres.

Tout le monde peut constater que l'activité dans les entreprises, notamment les

usines, continue comme si de rien n'était. Ainsi, par exemple, les postes de travail ne sont pas aménagés alors que les risques de contamination sont réels du fait de la promiscuité. Mais dans ce monde où le profit des capitalistes prime sur la santé des travailleurs et de la population, les exploitateurs peuvent continuer à nous voler et à mettre notre vie en danger avec la bénédiction et la protection de l'État qui est à leur

service.

Il en va de même dans les transports en commun. Les usagers sont collés les uns aux autres, les bousculades sont quotidiennes. Que dire alors de la situation dans les quartiers populaires ? Les familles des travailleurs vivent les uns sur les autres, dans la promiscuité, partageant de petits logements, quelquefois sans eau courante, quand bien même il est préconisé de garder une certaine distance entre deux personnes, avec obligation de se laver régulièrement les mains au savon.

Autant dire que les mesures dérisoires prises par le gouvernement relèvent plus du cinéma et ne sont pas faites pour protéger la grande majorité de la population alors que le danger la guette.

Un gouvernement réellement préoccupé par le risque de contamination aurait pris des mesures élémentaires. Il aurait fermé toutes les entreprises non indispensables, avec obligation à l'employeur de payer l'intégralité des salaires des travailleurs, y compris leurs primes, qu'ils soient embauchés, contractuels ou journaliers, et cela pendant toute la durée de la fermeture. Il aurait organisé la distribution gratuite de savon et de gel hydroalcoolique dans les quartiers populaires et l'installation de fontaines et de toilettes publiques. Il aurait pris en

charge l'alimentation en eau courante de tous les quartiers et les cours communes, avec gratuité de l'eau durant toute la période, tant que persistera le danger de contamination. Pour mettre fin à la promiscuité dans les habitations des quartiers populaires et dans les cours communes, il aurait réquisitionné toutes les écoles, hôtels, entreprises, cliniques, logements non habités ainsi que les bâtiments en cours de construction et réorganisé les transports en commun en tenant compte des risques de contamination.

Évidemment, les travailleurs ne peuvent pas attendre de telles mesures de la part d'un gouvernement à la solde des capitalistes et des riches. On ne pourra les y contraindre que par notre mobilisation collective.

Si la crise du coronavirus s'aggrave, le gouvernement finira peut-être par imposer le confinement, comme en Italie ou en France. Cela signifiera alors, pour bien des pauvres, être piégés comme des rats dans leurs bidonvilles, dans la faim et la promiscuité, avec le risque majeur d'y laisser leur peau. Ces quartiers seront quadrillés par les forces armées, aidées peut-être même par les forces armées françaises en place, afin de protéger les quartiers riches.

Le Pouvoir aux travailleurs



Distribution de gel désinfectant dans une gare routière d'Abidjan.

Hôpitaux de Paris : en pleine tourmente

Les services de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) se remplissent de malades du Covid-19, et les problèmes d'effectif se posent, comme tout au long de l'année. L'effectif est calculé au plus juste : un binôme infirmier/aide-soignant pour cinq ou six patients. Mais si quelqu'un est malade ou si la demande d'une intérimaire n'a pas été honorée, les collègues se retrouvent devant le fait accompli et doivent gérer la journée avec une personne en moins.

Les règles d'habillage et de déshabillage établies pour le personnel en contact avec un patient infecté n'ont cessé de s'adapter, non en fonction des besoins, mais en fonction des stocks de matériel. À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, les masques sont distribués au compte-gouttes à raison de deux masques chirurgicaux et un masque FFP2 par personne pour la journée. Cela rend les gestes compliqués et limite les possibilités de se poser et de prendre une collation. En réanimation, ce n'est pas mieux, comme dit une infirmière de l'hôpital Beaujon : « On a eu deux masques FFP2 par jour, par 12 heures. Il faut faire un choix une pause-café ou une pause déjeuner, avec deux masques on a pas le droit aux deux. »

Mais l'autre scandale est la pénurie de surblouses !

Des formations ont été faites pour expliquer comment les retirer en sortant de chaque chambre. Or, devant le peu de stocks dans les services d'hospitalisation classique, les cadres donnent deux surblouses par personne et une seule pour la nuit. Il faut utiliser la même pour chaque tournée de cinq ou six patients, à raison de deux tournées théoriques par jour. Afin de coller malgré tout aux recommandations, il faut mettre en plus des tabliers en plastique qui sont changés entre chaque chambre. Mais même les deux tournées quotidiennes relèvent du virtuel : en réalité, il faut entrer dans les chambres plus de deux fois par équipe, sans pouvoir changer la surblouse.

Un autre problème de taille va se poser. Pour endormir les patients et les maintenir dans cet état le

temps nécessaire, il faut des drogues spéciales. Celles-ci sont maintenant « en tension » c'est-à-dire au bord de la rupture de stock ; elles sont donc données en petite quantité et il faut en redemander sans cesse.

À Beaujon, dans les unités du Covid-19, le lavage des sols a été confié aux aides-soignantes, mais aucun matériel n'a été prévu pour cela. Alors, c'est la débrouille, qui alourdit la charge de travail.

Les informations données sont rares et fluctuantes. Il y a en permanence des réorganisations de services. Par exemple, à Saint-Antoine, le service de Gastro a vu la plus petite de ses deux ailes se transformer en secteur dédié au Covid-19, avec une pharmacie à créer car il n'y en avait qu'une et un seul chariot d'urgence pour les deux ailes. Tout est fait à la va-vite.

À la Pitié-Salpêtrière, un service d'ambulance avec son bloc va poursuivre l'extension de son ouverture en réanimation. Mais cela ne s'improvise pas et il ne suffit pas d'avoir des respirateurs ; il faut de nouveaux matériels qu'il n'y



pas en grande quantité dans les blocs, entre autres des pousse-seringues électriques. Alors il est demandé aux réanimations de l'hôpital d'en céder à ce nouveau secteur, obligeant les médecins à revoir leurs modalités de prescription.

À Saint-Antoine, les vacances d'avril ont été annulées dans plusieurs services sans prévenir le personnel qui le découvre sur l'Intranet. À la Pitié-Salpêtrière, tous les congés annuels et les RTT ont été supprimés « jusqu'à nouvel ordre ».

Partout, les collègues commencent à être inquiètes. Elles ont peur de ramener des virus chez elles et certaines se posent la question de prendre un appartement près de l'hôpital. Il y a peu d'informations concernant les transports. Venir de loin est une galère ;

les bons de taxis et d'essence nécessitent des démarches insupportables.

Malgré cela, les hospitaliers ne ménagent pas leurs heures. Témoin ce soignant de 26 ans qui vient une heure avant les autres, car il habite près de l'hôpital. « Je viens pour faire le plein [mettre le matériel dans les tiroirs] dans le service, car on est dans le jus, et je pense aux collègues qui sont mamans et qui habitent loin. »

Dans tous les services, la solidarité entre travailleurs se renforce. Au sortir de l'épreuve, cette solidarité ne devra pas s'éteindre mais devenir une arme puissante pour faire payer le gouvernement et le patronat, responsables de l'état de délabrement des hôpitaux publics.

Correspondant LO

Hôpital Saint-Antoine (AP-HP) : un coup de gueule qui fait du bien

Judi 26 mars à l'hôpital Saint-Antoine, à Paris 12^e, une trentaine de collègues de différents services se sont réunis dans la cour, à l'appel de la CGT. Il s'agissait de débattre de tous les problèmes auxquels il faut faire face, suite au changement d'organisation que l'hôpital connaît depuis le début de la crise du coronavirus.

Les patients atteints du Covid-19 sont en effet de plus en plus nombreux à arriver à l'hôpital, et chaque jour il faut en prendre davantage en charge.

Les présents au rassemblement se sont exprimés sur l'insuffisance criante de matériel de protection dans les services. Tout manque et il faut constamment faire des pieds et des mains pour obtenir le matériel rudimentaire que sont les masques de soins, les masques FFP2, les surblouses, ou encore les lunettes de protection. Quant au sous-effectif, chronique à l'hôpital, il a lui aussi été dénoncé.

Les collègues ont également évoqué leurs difficultés à venir au travail : alors que les transports en

commun ont été réduits, la direction de l'hôpital n'a pris que de maigres mesures, comme quelques hébergements à proximité de l'hôpital, et des bons d'essence ou de taxis... mais le tout avec tant de parcimonie et une communication tellement discrète qu'on est vraiment loin du compte.

À l'issue de ce rassemblement, la vingtaine de présents ont décidé, mégaphone en main, de se diriger vers les bureaux de la direction pour aller lui demander des comptes. Les cris et les slogans de tous ont contraint l'adjointe du directeur à s'extraire de la réunion de direction à laquelle elle était en train d'assister. Refusant d'entendre les revendications des aides-soignantes,

secrétaires hospitalières et infirmières, qui lui faisaient face, elle a eu l'aplomb de leur déclarer : « Vous croyez qu'on n'a que ça à faire en ce moment... ? On est débordés. » Cette petite phrase pleine d'arrogance a mis tout le monde en colère, entraînant plusieurs soignantes indignées à raconter ce qu'elles vivent actuellement dans les services. Leur répondre de cette façon était les mépriser encore plus car s'il y en a qui sont « débordées » en ce moment, ce sont bien elles !

Au bout de quelques minutes, la directrice, plutôt que d'être obligée de répondre aux revendications posées, a opté... pour la fuite.

La scène a été filmée par plusieurs téléphones portables ; dès le lendemain, elle s'est retrouvée sur les réseaux sociaux, a été partagée des milliers de fois, et a été vue des centaines de milliers de fois. Le mépris distillé quotidiennement s'étalait publiquement et un

Les soignants réclament des masques à l'hôpital St-Antoine (75) la réponse de cette directrice méprisante "Vous croyez que j'ai que ça à faire" 😡😡 Choquant et immonde #coronavirus #COVID2019 #CONFINEMENTJOUR11 #Macron #COVID19france #coronavirus



6 441 21:55 - 27 mars 2020

8 125 personnes parlent à ce sujet

CAPTURE D'ÉCRAN TWITTER

certain nombre de collègues s'en sentaient vengés.

Cela a fait le tour de l'hôpital, et beaucoup ont regretté de ne pas avoir pu

être là, et une chose est sûre : cela a donné envie à beaucoup d'être présents la prochaine fois !

Correspondant LO



Les urgentistes de Mulhouse en grève en septembre 2019.

Mulhouse : une situation dramatique

La ville de Mulhouse est frappée de plein fouet depuis la fin février par l'épidémie. Depuis le 20 mars environ, le bruit incessant des ambulances et des hélicoptères rappelle à tous que plusieurs dizaines de malades arrivent aux urgences chaque jour, tandis que quelques malades sont transférés ailleurs.

Jour après jour, le personnel médical se bat pour les prendre en charge le plus correctement possible, malgré le manque de tout : manque de matériels de protection, de lits de réanimation, de lits tout court, de personnel... Le 29 mars, les hôpitaux de Mulhouse et Colmar comptaient 350 décès dus au Covid-19, auxquels s'ajoutent les décès à domicile et dans les Ehpad. Il est clair qu'une partie des décès étaient évitables, ce qui les rend encore plus révoltants et insupportables.

En effet, une partie des malades auraient eu des chances d'être sauvés si l'hôpital, saccagé par les logiques comptables, n'avait pas été submergé si vite, notamment si le matériel, à commencer par les respirateurs, avait été en plus grand nombre, de même que le personnel soignant.

Déjà avant cette catastrophe, cet hôpital allait mal, connaissant depuis un an une hémorragie de médecins et de soignants. Les Urgences, notamment,

étaient mobilisées pour dire leur incompréhension devant les politiques d'économies et pour obtenir du personnel, le nombre de médecins urgentistes étant passé en quelques mois de quarante-deux à sept. Elles n'ont pas été entendues. Alors aujourd'hui, certains malades graves sont accueillis par des médecins retraités au lieu d'urgentistes, et accueillis aussi, amère ironie, par une banderole qui proclame « Urgences en grève » au-dessus des soignants qui courent et qui s'affairent. Même malades, ceux-ci sont sommés de continuer à travailler tant qu'ils tiennent le coup, et ils tiennent.

Claude Baniam, psychologue de l'hôpital, l'a écrit : « Ces politiques qui aujourd'hui osent nous dire que ce n'est pas le temps des récriminations et des accusations, mais celui de l'union sacrée et de l'apaisement... Sérieux ? Vous croyez vraiment que nous allons oublier qui nous a mis dans cette situation ? Que nous allons

oublier qui a vidé les stocks de masques, de tests, de lunettes de sécurité, de solutions hydroalcooliques, de surchaussures, de blouses, de gants, de charlottes, de respirateurs (ces respirateurs tellement primordiaux aujourd'hui) ? »

Dans ce contexte, l'évacuation d'une centaine de malades par train, hélicoptère et avion vers d'autres régions ou vers l'Allemagne a été accueillie avec un certain soulagement. Mais cela ne peut être que provisoire, car d'autres régions sont progressivement saturées. Et cela a quelque chose de dérisoire, quand une centaine de nouveaux malades continuent d'arriver chaque jour. Puis, ces évacuations mobilisent une lourde logistique et énormément de personnel soignant, tellement indispensable ailleurs. L'hôpital militaire de campagne sous tentes, a été monté à grand renfort de publicité, mais n'est capable que d'accueillir au maximum trente malades.

Ne serait-il pas plus efficace – certes moins spectaculaire – de déplacer des respirateurs et du personnel depuis des régions moins touchées ? Il y a vraiment de quoi dans cette crise hurler de rage et de colère.

Correspondant LO

Hôpital Robert-Pax – Sarreguemines : le prix des politiques contre la santé

À l'hôpital Robert-Pax, à Sarreguemines, l'épidémie de Covid-19 jette une lumière crue sur les politiques menées depuis des années en termes de suppressions de lits et de services, d'économies sur le personnel et sur le matériel médical.

Par exemple, cela fait bien longtemps que le personnel des Urgences réclamait des travaux d'agrandissement

et de rénovation des locaux, trop exigus et vétustes pour travailler et accueillir correctement les patients. En 2019, les travailleurs de l'hôpital ont fait grève à plusieurs reprises pour dénoncer cette situation, et aussi pour obtenir du matériel neuf en quantité suffisante et l'embauche de personnel supplémentaire. La réponse systématique était alors : il

n'y a pas d'argent.

Avec l'épidémie en cours, il est devenu possible, et heureusement, de faire faire des travaux pour construire un bâtiment provisoire supplémentaire devant les Urgences, avec les équipements nécessaires, et ce en à peine 24 heures. La preuve que quand ils sont contraints, ils peuvent.

Correspondant LO

CHU Angers : un mépris non masqué

Au CHU d'Angers comme ailleurs, il manque du personnel, des lits, des masques, du matériel et des tests.

Les masques reçus récemment, en vue du pic de la crise, sont pour l'heure réservés aux services accueillant les patients identifiés Covid-19. Pour les autres services, les travailleurs ont la consigne de ne pas porter de masque tant qu'ils n'ont pas les symptômes de la maladie !

Pour les tests de dépistage, c'est la même insuffisance. Si un salarié présente des signes de l'infection, il lui faut se confiner, un point c'est tout. Il n'est pas prévu de dépistage systématique de tous les soignants. Il est donc fort probable que, parmi le personnel, certains

soient porteurs du virus et au contact direct, sans masque, avec les patients.

Ainsi, comme dans la plupart des hôpitaux, les préconisations les plus élémentaires ne sont pas suivies alors que les travailleurs du CHU sont particulièrement exposés aux contacts. Le manque de moyens ne permet pas d'appliquer les gestes barrières et tous travaillent, à longueur de journée, en insécurité.

Cette situation est bien révélatrice du mépris de la direction pour les soignants. Quant à faire payer aux travailleurs, sur le terrain, le prix des mesures d'austérité décidées au niveau gouvernemental, elle en a l'habitude.

Correspondant LO



MAXPPP

Personnes âgées : abandonnées

Samedi 28 mars au soir, le ministre de la Santé était chargé de présenter l'action du gouvernement vis-à-vis des personnes âgées. Il s'est fait lyrique : « La France ne laissera pas les personnes âgées en perte d'autonomie sur le bord du chemin, c'est hors de question. »

Il a listé quelques mesures de bon sens pour les Ehpad : masques, isolement dans les chambres, filières de soins spécifiques à l'hôpital... Il avait écrit sur son tableau « renfort des personnels » mais il n'en a pas parlé. Car toutes ces propositions sont déjà appliquées là où c'est possible mais ne le sont pas là où le personnel manque. Le ministre n'a donc promis aucun moyen supplémentaire à part quelques masques et

il a demandé au personnel de dormir sur place. À croire qu'il veut éviter que celui-ci aille raconter dans quelles conditions indignes meurent bien des anciens logés dans ces Ehpad. Devant l'évidence de cette mortalité, pour l'instant cachée, il a dû promettre qu'elle apparaîtrait désormais dans son décompte quotidien.

Quant aux personnes âgées qui vivent à domicile, Olivier Véran a remercié ceux qui par solidarité s'occupent d'elles. Comme pour souligner que le gouvernement, lui, ne s'en occupera pas. En laissant les personnes âgées sur le bord du chemin, il s'appête à les regarder mourir, en les comptant...peut être.

Jean Pollus

Renault – Flins : la direction multiplie les tentatives de reprise

Officiellement, la direction de l'usine Renault de Flins respecte le confinement. Dans la réalité, les entorses se multiplient, et cela depuis le début.

Le 17 mars, la fermeture de l'usine n'a été effective qu'après la fin de l'horaire de travail de l'équipe du soir, mais pas pour tout le monde. Sous prétexte d'approvisionnement en pièces détachées les garages devant dépanner les véhicules urgents (ambulances, pompiers, etc.), la direction a maintenu une activité partielle au centre de pièces et accessoires (CDPA), ainsi qu'une ligne de presses pour assurer la continuité de la production à l'usine de Bursa en Turquie.

D'autre part, une partie des quelque 400 sous-traitants du site ont continué leurs activités. Et la chaîne de production étant arrêtée, la direction a appelé des prestataires pour des interventions qu'ils ne pouvaient réaliser pendant que

les installations tournaient.

La direction avait tout prévu pour assurer la protection... du moins dans des propos qu'elle voulait rassurants. Les discours, s'ils ne protègent pas, au moins ne lui coûtent rien!

Pour entrer dans l'usine, il fallait passer par le poste de l'entrée principale. Là, le personnel de sécurité devait prendre et rendre à main nue les cartes d'accès, puisque ces employés n'avaient ni gants, ni masque, ni gel hydroalcoolique, ni même de savon à leur disposition.

Soixante travailleurs du CDPA se sont retrouvés à devoir assurer les approvisionnements, au départ sans la moindre protection. Finalement, devant la colère qui montait les protections sont arrivées.

Les travailleurs ont également exigé de n'assurer que les commandes urgentes et de pouvoir partir dès que celles-ci étaient faites tout en étant payés la journée complète. La direction a donné son accord. Mais il n'a pas fallu longtemps pour qu'un responsable tente d'imposer de faire du rangement pour s'occuper jusqu'à l'heure de la sortie. Devant la colère des travailleurs, là encore la direction du département a reculé.

Dès le 20 mars, la direction a annoncé sa volonté de faire redémarrer trois des lignes de presses de l'Emboutissage, d'une partie de la Tôlerie, ainsi que l'activité d'un atelier de préparation de certaines pièces détachées, et bien sûr la poursuite du travail au CDPA, avant de devoir renoncer. Mais le 26 mars, elle remettait d'actualité le



MEHDI GHERDANE

redémarrage d'un atelier et alléguait un besoin de personnel, dans les jours à venir, pour stocker une livraison de 5 000 batteries électriques pour la Zoe.

Pourtant le même jour, il y avait, selon elle, au moins un cas avéré de travailleur contaminé et cinq autres très probables. Et à l'exception d'un seul, tous travaillaient précisément au CDPA. Le 27, la direction renonçait à poursuivre la production de l'Emboutissage en raison d'un cas de force majeure: non pas la sécurité des travailleurs, mais le manque de commandes suite à la fermeture de l'usine de Turquie.

Le 28 mars, à l'heure de l'annonce de la poursuite du confinement jusqu'au 15 avril, la direction annonçait le prolongement de la fermeture de l'usine

jusqu'à la même date, mais convoquait par téléphone un certain nombre de travailleurs pour le mardi 31 pour, selon elle, étudier les possibilités d'une reprise de la production, dès que possible, en respectant les gestes barrières.

À croire que les directeurs n'ont jamais mis les pieds dans les ateliers pour ne pas savoir que sur de nombreux postes, sinon tous, il est impossible de respecter la mesure la plus importante, celle de la fameuse « distanciation sociale » d'un mètre, un mètre cinquante.

La direction dit préparer l'avenir. Un grand mot pour une réalité sordide: le redémarrage de la production au plus tôt malgré les risques qu'elle fait courir aux travailleurs.

Correspondant LO

Technocentre Renault Guyancourt: les revenus de tous doivent être garantis!

En Île-de-France, Renault a instauré pour les salariés du tertiaire une période de chômage partiel à partir du lundi 30 mars.

Cela concerne essentiellement le Technocentre de Guyancourt dans les Yvelines, le centre de recherche et de développement de Renault, où travaillent habituellement 11 000 salariés embauchés.

Cela concerne également le siège social et les sites du Plessis-Robinson, de Villiers-Saint-Frédéric et de Lardy. Une majorité des salariés, en télétravail depuis le début du confinement, ne travailleront plus désormais qu'à mi-temps, en fait uniquement le matin.

La direction a évidemment pris cette décision pour pouvoir faire des économies. Elle impose aux salariés de prendre une demi-journée par semaine sur leurs congés. Et elle compte sur l'État pour prendre en charge la partie des salaires correspondant au chômage partiel.

Quant à ceux qui, ne pouvant pas faire de télétravail, sont en chômage technique, ils ne toucheront que 70% de la totalité de leur salaire

brut.

La direction de Renault a également décidé de se séparer, à partir du 1^{er} avril, de la plupart des 2 600 travailleurs prestataires travaillant au Technocentre, jusqu'ici également en télétravail. De fait, comme les intérimaires dans les usines du groupe, ces salariés vont se retrouver sans travail et au chômage, puisque leur société de prestation n'aura plus de mission à leur proposer. Renault sacrifie ainsi une partie des salariés, dont certains travaillant là depuis des années et sans lesquels le Technocentre n'aurait pas pu fonctionner.

Depuis 2013, Renault a fait plus de 17 milliards d'euros de profit et les actionnaires ont été copieusement arrosés. Il y a largement de quoi maintenir intégralement, le temps du confinement, les salaires de tous les travailleurs, embauchés, intérimaires ou prestataires.

Correspondant LO

Renault – Lardy : risquer sa peau pour des moteurs, pas question!

Habituellement, 2 000 salariés travaillent sur le site Renault – Lardy, dans l'Essonne, chargé du développement des futurs moteurs et véhicules du groupe.

La direction a décidé de faire travailler sur le site tous ceux dont elle considère que le télétravail ne leur est pas applicable. Ainsi, 316 salariés travaillent quotidiennement sur le site.

Les directions s'abritent derrière le respect des gestes barrières, les distances de sécurité, le lavage des mains. Mais comme l'expliquait un travailleur du site: « Il n'est pas possible au quotidien, quand on travaille avec 10, 20, 30 salariés ensemble, d'assurer qu'on ne va pas se transmettre le virus. Il y a trop d'incertitudes

sur la survie du virus sur les surfaces pour éviter sa propagation. »

Cette réaction est partagée par la grande majorité des salariés. Prendre des risques pour travailler sur des moteurs qui se vendront dans six mois, dans huit mois, dans deux ans, c'est intolérable et cela dépasse l'entendement.

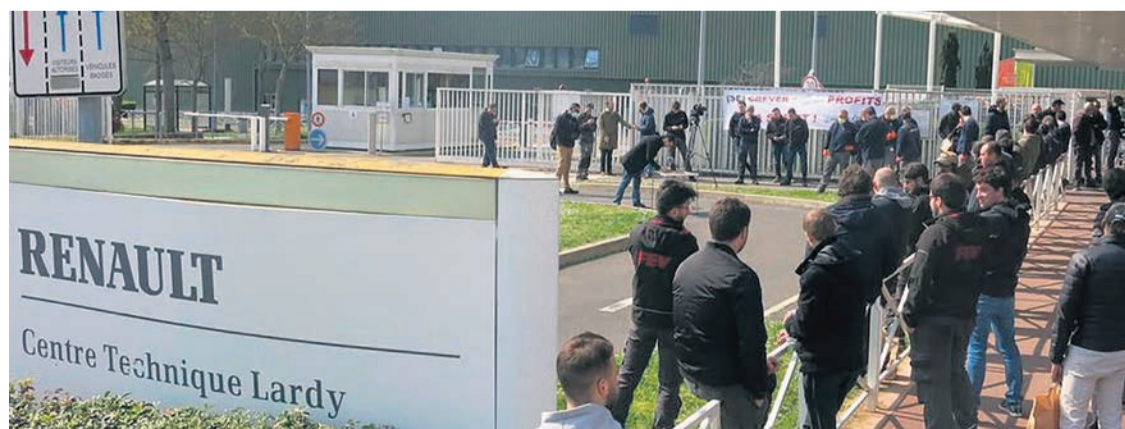
La direction met la pression insidieusement sur le fait que nombre d'entre eux sont des salariés précaires, employés par des entreprises de sous-traitance dont le contrat peut s'arrêter

du jour au lendemain sur le site.

Ils peuvent même être employés en « rang 2 », c'est-à-dire, sous-traitant de sous-traitant. Ainsi les travailleurs viennent sur le site avec un couteau sous la gorge et une épée de Damoclès au-dessus de la tête. S'ils protestent, ils craignent de perdre leur emploi. S'ils viennent sans rien dire, ils risquent leur santé pour travailler sur ces moteurs.

Il faut arrêter cette politique de maintien de l'activité au mépris de la santé des salariés et de leurs familles. Leur santé ne peut se jouer à la roulette russe, simplement parce que Renault veut protéger ses profits.

Correspondant LO



GERALD MORUZZI

Dans l'attente d'une décision, le 27 mars.

PSA : reprendre la production, c'est non !

Le PDG de PSA Carlos Tavares s'est montré pressé de redémarrer la production de voitures. Dès le 24 mars, sous le faux prétexte de tester les nouvelles mesures sanitaires, la direction avait annoncé la réouverture des usines de Valenciennes, qui fabrique des boîtes de vitesse, et de Douvrin, qui fabrique des moteurs, avec plusieurs centaines de travailleurs volontaires pour les 31 mars et 3 avril.

Dans le même temps, un certain nombre de travailleurs des autres usines du groupe recevaient des messages de leur chef d'équipe qui laissaient clairement penser que la reprise de la production se préparait pour la semaine du 6 avril.

À Douvrin, la direction a peiné pour trouver des volontaires. Ailleurs aussi, l'incompréhension était totale chez les travailleurs. Comment en effet accepter l'idée qu'en pleine épidémie, au moment où le gouvernement annonçait la prolongation du confinement jusqu'au 15 avril, PSA puisse envisager de fabriquer des voitures et d'organiser un déconfinement de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs à l'échelle du pays ?

Ce qui choquait parti-

culièrement, outre le fait de devoir sortir de chez soi, était que la direction affirmait donner deux à quatre masques par personne et par jour alors que les hôpitaux en manquent cruellement. Cela représente 600 000 masques par jour, soit 2,4 millions en un mois. Devant le scandale qui s'annonçait, la direction a préféré renoncer très provisoirement à rouvrir ses usines et attendre un moment plus favorable.

Cette tentative en dit long sur l'irresponsabilité et la rapacité d'un groupe industriel comme PSA, qui n'hésite pas à jouer avec la vie des travailleurs pour relancer ses profits.

Depuis, la direction a annoncé qu'elle allait assembler des pièces de respirateurs médicaux à l'usine

de Poissy. Ils s'agirait d'en fabriquer 300 par jour, livrées ensuite à Air Liquide pour aboutir à la fabrication de 8 500 respirateurs d'ici la mi-mai. Elle n'a pas eu de mal à trouver les 60 volontaires nécessaires car aider à fabriquer ces respirateurs indispensables pour sauver des vies, dans des conditions maximales de sécurité, c'est autrement plus utile aujourd'hui que de fabriquer des voitures !

Tout cela a fait prendre conscience à un petit nombre de travailleurs qu'il faut être sur ses gardes. Dès maintenant, il est nécessaire de se tenir au courant le plus possible des messages que les chefs d'équipe envoient, de chercher des renseignements auprès des sous-traitants pour savoir quand la direction cherchera à nouveau à rouvrir les usines. Car c'est bien en se mobilisant collectivement que les travailleurs auront une chance d'imposer à la direction que la reprise n'ait lieu qu'une fois le confinement du pays levé.

Correspondant LO



C. ROBERT / VILLE DE SAINT-NAZAIRE

Chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire : les attaques des patrons ne connaissent pas le confinement

Depuis la mobilisation du mardi 24 mars, le site des chantiers de construction navale de Saint-Nazaire est quasi désert.

Avoir pu s'extirper d'un site de production de plusieurs milliers de personnes travaillant dans des conditions sanitaires déjà dégradées en temps normal, et l'avoir obtenu par la mobilisation contre la volonté du patron, est ressenti à juste titre comme une victoire par ceux qui y ont participé. Il reste malgré tout quelques centaines de travailleurs, notamment des bureaux d'études, qui font encore la route quotidiennement à ce jour.

Faire tourner un site de production de plus de 8 000 travailleurs, qui devaient rentrer chez eux le soir dans une ville confinée de 60 000 habitants, était irresponsable. Sans mobilisation, les patrons n'auraient pourtant vu aucun problème à continuer la production. Il a bien fallu qu'ils en rabattent !

Mais les patrons ne baissent pas les bras. Ils tiennent à faire payer cette crise aux travailleurs. De nombreux intérimaires sont licenciés et les patrons

d'entreprises sous-traitantes n'ont même pas attendu une quelconque ordonnance pour forcer leurs salariés à prendre sur leurs congés personnels.

Aux Chantiers de l'Atlantique proprement dits, la direction prévoit, quant à elle, un accord d'entreprise qui lui permettrait de prendre au maximum dans les congés des salariés (au total plus de 20 jours), avant de passer au chômage partiel, à 84 % du salaire, si le confinement devait durer.

Prendre sur les congés des travailleurs ou les mettre au chômage ne lui coûteront rien, tandis que ceux-ci perdraient 16 % de leur salaire. Les patrons du chantier font preuve du même mépris pour les salaires des travailleurs qu'ils en ont eu pour leur santé. Ils veulent leur faire payer la facture, mais c'est bien eux qui doivent la payer et dès le confinement fini, il faudra être nombreux à le leur faire savoir !

Correspondant LO



Bobines d'acier produites à l'usine de Florange d'ArcelorMittal.

ArcelorMittal - Florange : le profit au mépris de la santé des salariés

Malgré l'opposition de la CGT, de FO, de l'UNSA et de la CFTD à la levée du danger grave et imminent et malgré les réserves de l'inspection du travail, la direction d'ArcelorMittal a fait reprendre l'activité mercredi 25 au soir à l'usine de Florange. Cela alors qu'on recense douze cas de coronavirus sur le site.

C'est une reprise partielle, très partielle même car de nombreux travailleurs sont restés chez eux, à garder les enfants ou en maladie. Le paradoxe est que le maire de Florange a décrété le couvre-feu sur la ville le 26 mars ! Couvre-feu d'un côté, travailler de l'autre, on est en pleine schizophrénie.

La direction a fait pression sur des salariés, des CDD et des intérimaires

pour qu'ils retournent au travail. Par le biais de la hiérarchie, elle fait signer un document intitulé « mesures pour limiter les expositions au coronavirus » tout en se défendant de vouloir en faire une décharge de responsabilité.

On répète qu'il faut être responsable, rester chez soi, ne pas aller trop loin et la direction d'ArcelorMittal n'hésite pas à mobiliser

plusieurs centaines de travailleurs... pour faire des tôles ! D'accord s'il s'agissait de masques ou de gel hydroalcoolique mais pour de la tôle, c'est un scandale.

Lundi 30, dans une filiale d'ArcelorMittal, Gepor, la direction s'est heurtée au dépôt d'un danger grave et imminent (DGI) et à l'opposition de tous les syndicats à la reprise du travail.

Sauf nécessité absolue pour la société, les travailleurs doivent être confinés comme tout le monde, pour se protéger et protéger les autres !

Correspondant LO

Coronavirus à bord !

Le navire Apex, un paquebot de luxe de plus de 300 mètres de long, est à quai à Saint-Nazaire. Il a été officiellement livré vendredi 27 mars par les Chantiers de l'Atlantique à son armateur Américain RCCL. La veille, on avait appris que sept malades du Covid-19 avaient été diagnostiqués à son bord, alors que les 1463 membres d'équipage y étaient confinés depuis six jours. 46 travailleurs sous-traitants se trouvent aussi sur le bateau. Ils avaient embarqué, avant le confinement, pour terminer les travaux. Afin d'éviter de contaminer l'équipage à quelques jours de la livraison, ces

travailleurs avaient interdiction de descendre à terre. C'est, entre autres, sur ce bateau que des travailleurs, inquiets de prendre le risque d'être contaminés, avaient refusé de monter le mardi 17 mars dernier. Ce débrayage massif, parti de plusieurs secteurs, avait fini par contraindre la direction à fermer les ateliers puis les navires.

Lundi 30, le nombre de contaminés était passé à 29 parmi les membres de l'équipage et plusieurs malades ont dû être hospitalisés. Les patrons ont fait prendre des risques insensés à des travailleurs pour le business de la croisière !

Correspondant LO

SNCF : la rentabilité avant la responsabilité

Alors même que l'épidémie de coronavirus augmentait de façon exponentielle, l'attitude de la direction de la SNCF a souvent été, à l'image de celle du gouvernement, irresponsable tant vis-à-vis des travailleurs du ferroviaire que des usagers.

La direction a maintenu de nombreuses activités socialement tout à fait inutiles. Quant à la hiérarchie, dressée à exiger la rentabilité et la productivité maximum, elle n'a pris les mesures élémentaires qu'à son corps défendant.

S'il s'agissait véritablement de transports

stratégiques, il aurait fallu les rendre gratuits et fermer tous les guichets et automates, vecteurs de contamination. Mais la direction SNCF a maintenu les espaces de vente pendant toute une période, contraignant les agents, parfois des intérimaires, à venir s'exposer. Il a aussi fallu contraindre

la direction à annuler le filtrage à l'embarquement qui provoquait un attroupelement sur les quais.

Enfin, il aurait fallu garantir à ceux des cheminots dont la poursuite de l'activité était indispensable tous les moyens de protection. Mais là encore, la direction de la SNCF a été en dessous de tout. Partout, on manquait de masques, de gel hydroalcoolique, alors même que des cas de coronavirus apparaissaient dans plusieurs secteurs et que cheminots et usagers partagent les

mêmes équipements. La direction n'a pas osé chercher des ennemis à ceux qui, se sentant menacés de travailler dans de telles conditions, utilisaient leur droit de retrait. Mais encore fallait-il l'imposer, ce qui ne va pas de soi, en particulier pour les travailleurs les plus précaires.

Maintenant, non contente d'avoir exposé les cheminots, la SNCF entend profiter des ordonnances du gouvernement pour imposer à ceux qui sont confinés la prise d'au moins

cinq repos pendant le mois d'avril. De plus, bon nombre de cheminots voient leur rémunération amputée parfois de 15 à 20% par la perte d'éléments variables de soldes (EVS), correspondant par exemple au travail de nuit ou de dimanche.

Comme tous les patrons, la direction de la SNCF entend faire payer la crise sanitaire aux travailleurs, sur le plan de la santé, des rémunérations et des congés.

Correspondant LO

RATP : tous unis contre le virus... sauf les patrons

Avec 69 cas confirmés, un décès et trois travailleurs en situation critique selon la direction, la RATP est frappée par l'épidémie. On va au travail la boule au ventre, d'autant que tous les cas suspectés ne peuvent être testés et que la direction n'avertit ceux qui ont été en contact avec des malades que s'ils ont été à moins d'un mètre d'eux pendant 15 minutes d'affilée.

Il y a quelques jours encore, la réduction des horaires d'ouverture des RER et des métros a créé la pagaille à Paris. Passagers perdus, bus surchargés, conducteurs des bus de remplacement livrés à eux-mêmes : ce désordre multiplie les risques pour tous ceux qui sont encore obligés d'aller travailler. Puisqu'il n'y a plus personne sur le terrain pour évaluer le nombre de voyageurs et ajuster le trafic, cela ne va pas forcément mieux la journée : certains bus tournent à vide, tandis que d'autres sont bondés.

Les bus sont désormais censés être désinfectés chaque jour, mais des chauffeurs se retrouvent tout de même à sortir avec des

véhicules non traités. Dans l'espace voyageur, dans ces cas-là, rien n'est fait : la direction prétend que quelques coups de lingette dans le poste de conduite feraient l'affaire...

En plus, de nombreux manquements ont été observés dans l'équipement à disposition des travailleurs chargés de la désinfection. Mise face à ses responsabilités, la direction n'a rien trouvé de mieux à faire que de revoir à la baisse les protocoles passés avec les entreprises sous-traitantes, par exemple en retirant masques et lunettes des équipements de sécurité exigés.

Dans plusieurs centres de maintenance, les travailleurs ont dû exercer leur



Nettoyage d'une rame de métro parisien.

droit de retrait pour refuser d'intervenir dans des situations non urgentes, comme entretenir les escalators ou même changer des carrelages. La direction refuse toujours de suspendre la vente des billets de métro,

laissant en marche des appareils qui sont autant de surfaces touchées et retouchées par les voyageurs, qu'il faut ensuite maintenir en état.

La direction a fait afficher des banderoles à

l'entrée des dépôts avec le slogan : « *Tous unis pour lutter contre le coronavirus, la RATP solidaire du personnel hospitalier.* »

Tous unis... sauf ceux qui dirigent.

Correspondant LO

Famar – Saint-Genis-Laval : la production de médicaments, une priorité ?

Le 24 mars, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, déclarait au journal *Le Progrès* qu'il n'est pas question de laisser tomber l'entreprise Famar Lyon, seul fabricant habilité à produire la Nivaquine des laboratoires Sanofi sur le marché français.

Évidemment le projet de fermeture de l'usine de Saint-Genis-Laval, près de Lyon, fait désordre, d'autant plus que la Nivaquine est fabriquée à partir de la chloroquine sulfate dont on parle beaucoup en ce moment. L'usine produit aussi l'azithromycine, qui est un antibiotique associé aux traitements expérimentaux contre le coronavirus.

L'usine Famar Lyon

fabrique un grand nombre d'autres médicaments, mais elle est en redressement judiciaire depuis juin 2019, et les tribunaux devaient statuer sur la suite de la procédure judiciaire le 17 mars. Coronavirus oblige, la décision a été reportée. Le groupe Famar, façonnier pour les grands groupes pharmaceutiques comme Sanofi, Merck, Astellas, Mylan..., possédait douze

usines en Europe et a été vendu à la découpe entre fin 2019 et le premier trimestre 2020. Seule l'usine de Saint-Genis-Laval est en passe de liquidation.

Hier encore, les plus de 250 travailleurs avaient pour seule perspective d'aller pointer au chômage à partir de cet été. Les grands groupes pharmaceutiques veulent transférer leurs productions ailleurs. Cela ne les empêchait pas provisoirement de faire tourner les chaînes de production à plein régime pour faire des stocks en prévision des transferts d'activités.

Mais avec la pandémie, les dirigeants politiques font mine de s'apercevoir qu'il y a de graves pénuries de médicaments et que ceux-ci sont fabriqués dans des pays lointains.

Évidemment cette pénurie a été dénoncée depuis des mois par les médecins, pharmaciens et malades, mais les grands groupes donneurs d'ordres n'en avaient rien à faire. Pour eux, ces productions n'étaient pas assez rentables. Les militants syndicaux et les travailleurs de Saint-Genis-Laval eux aussi dénonçaient l'absurdité

de fermer une industrie utile à la santé des populations, luttant aussi bien sûr pour la défense de leurs emplois.

Le revirement de Le Maire, en paroles tout au moins, montre le cynisme de tels dirigeants respectueux des intérêts des grands groupes pharmaceutiques. Il faut que se produise une épidémie catastrophique pour qu'ils se préoccupent de l'avenir d'une usine et de travailleurs qui sont ô combien indispensables à la santé de la population.

Correspondant LO

CASVP: l'aide sociale en trompe-l'œil

Au Centre d'action sociale de la Ville de Paris, la gestion de la crise sanitaire et du confinement est un véritable désastre pour le personnel et pour les demandeurs d'aide sociale.

Depuis le 19 mars, la majorité des travailleurs sociaux et administratifs sont confinés chez eux et la direction leur demande de continuer le travail à distance. Accueillir des personnes pauvres, isolées ou victimes de violence, cela

nécessite un lien, difficile à établir au téléphone et derrière un écran. À cela s'ajoute que le personnel est prié de travailler avec son propre matériel informatique et sans les logiciels adéquats. En rendez-vous avec son téléphone portable,

souvent entouré de ses enfants, et en train d'enregistrer des données confidentielles dans son propre ordinateur : le télétravail social au CASVP, c'est clairement du bricolage.

Dans le même temps, quelques dizaines de travailleurs sociaux continuent d'accueillir le public dans six antennes sur les vingt habituellement ouvertes à Paris. Jusqu'à la

deuxième semaine du confinement, ils y travaillaient sans masques, sans gants et sans gel hydroalcoolique. Quant aux visiteurs, s'ils ont réussi à décrocher un rendez-vous, il n'y a toujours rien de prévu pour leur protection.

Bien sûr, la réorganisation chaotique s'ajoute aux difficultés existantes. Alors que, dans ce contexte de confinement, l'inquiétude

grandit quant aux violences conjugales et à la protection des enfants, les travailleurs sociaux, avec les moyens dont ils disposent, sont dans l'impossibilité d'aider. La direction et les élus de Paris, eux, ne se soucient que de faire briller la vitrine et de faire comme si l'aide sociale continuait normalement.

Correspondant LO

Nantes Métropole: éboueurs en colère

Dés le début de cette crise, il a fallu que les éboueurs de Nantes Métropole se battent pour obtenir du gel et des gants de protection en latex. Quant aux masques, les seuls qu'ils ont pour l'instant sont ceux que la femme d'un de leurs collègues a confectionnés!

En se mobilisant, ils ont aussi réussi à imposer que la direction mette en place les règles de protection de base. Ainsi, ils n'ont plus à se déplacer à trois en cabine de camion-benne comme d'habitude, et l'un des trois coéquipiers est emmené séparément en voiture en début et en fin de collecte.

De plus, pour ne pas avoir à se changer trop nombreux en même temps dans le vestiaire, ils ont aussi obtenu la remise en place

du « fini/parti ». Cela veut dire pouvoir débaucher dès la tournée de ramassage des bacs terminée.

Pour la santé de tous et la salubrité, ces travailleurs sont aussi en première ligne. Face à Nantes Métropole, plus apte à faire de l'affichage public concernant le virus qu'à prendre réellement les mesures élémentaires face à ce dernier, ils doivent d'abord se donner les moyens de se défendre.

Correspondant LO

Continental: la franchise d'un exploitateur

La direction internationale du groupe Continental AG a fait parvenir en interne, fin mars, à une partie de ses salariés un message qui vaut tout autant pour l'ensemble.

« En ces temps agités, notre priorité est la santé et la sécurité de nos employés », affirme la direction du groupe avant d'entrer dans le vif du sujet: « Pendant une crise l'argent est roi, c'est pourquoi nos principales priorités incluent la sécurisation de nos résultats et de notre trésorerie. » Et elle ajoute: « Nous avons besoin de beaucoup plus d'efforts, encore plus cette fois... »



En février 2012.

C'est pourquoi nous sommes sur le point de mettre en œuvre des contre-mesures qui exigeront de nous tous des sacrifices.»

Puisqu'il s'agit de préserver la trésorerie, c'est-à-dire les actionnaires, on

comprend donc que les sacrifices ne concernent que les seuls travailleurs. Une déclaration de guerre, en somme, aux 244 000 salariés du groupe à travers le monde.

Paul Sorel

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Autriche : offensive contre le monde du travail

En Autriche, l'expansion de l'épidémie de Covid-19 est, pour l'instant, moins dramatique qu'en France, en Italie ou en Espagne, avec proportionnellement moins de personnes contaminées, et des hôpitaux pas encore saturés.

Ainsi le sentiment dominant est que les mesures prises sont plutôt efficaces et que le système de santé est, globalement, en état de faire face à la crise.

Mais, dans l'immédiat, le plus grand danger qui touche les travailleurs est le chômage. Au cours des deux dernières semaines de mars, il y a eu en effet plus de 170 000 chômeurs supplémentaires, et le chômage a fait un bond de 42%.

Un certain nombre de patrons se débarrassent purement et simplement des travailleurs dont ils n'ont plus besoin. Pour ceux qui sont concernés, cela a des conséquences dramatiques : alors que le chômage partiel est indemnisé par l'État à hauteur de 80, voire 90 % du salaire net, ceux qui se retrouvent au chômage ne reçoivent qu'une allocation de 55 % de l'ancien salaire. Et puis il y a aussi le cas de

ces petites entreprises, assez nombreuses, qui n'embauchent leurs salariés qu'à mi-temps et les font travailler le reste du temps au noir, pour faire des économies sur les cotisations sociales. Dans ce cas-là les travailleurs concernés ne touchent que des allocations de chômage correspondant à un demi-salaire et certains d'entre eux ont déjà des difficultés pour payer leur loyer. Pendant ce temps-là les entreprises vont recevoir des milliards d'euros d'aides.

Cela choque de nombreux travailleurs qui ne

s'attendaient pas à une telle attitude du patronat dans ce pays plutôt habitué au consensus.

Un autre sujet d'incompréhension et d'inquiétude est que de nombreux salariés doivent, dans bien des secteurs non prioritaires, continuer de travailler. Le syndicat du bâtiment a bien demandé au gouvernement de décréter la fermeture de tous les chantiers jusqu'à Pâques, mais cela a été refusé. Le syndicat s'est alors contenté de négocier quelques règles de sécurité sanitaires minimales, comme le nettoyage des

outils ou la consigne voulant que ceux qui dorment dans des baraques de chantier ne soient qu'un seul par chambre. Ce serait bien le minimum, mais rien ne dit que cela sera respecté partout. Il y a pourtant eu quelques débrayages pour protester contre la poursuite de l'activité sans protection suffisante, en particulier dans des entreprises industrielles de la région de Linz. Pour les travailleurs, c'est la seule voie pour défendre leurs moyens d'existence comme pour protéger leur peau.

Henri Marnier

Suisse : mesures sanitaires en attente, mesures antiouvrières à gogo

« Un couteau planté dans le dos des soignants », tel est le titre d'un article du quotidien *20 Minutes* paru lundi 23 mars, témoignant de la méfiance grandissante de la population en Suisse, vis-à-vis de la politique du gouvernement du pays en cette période de crise sanitaire.

Au cœur de cette méfiance se trouve l'hypocrisie du Conseil fédéral et des gouvernements cantonaux, qui en même temps qu'ils appellent la population à rester chez elle, obligent une large partie des travailleurs à continuer de travailler. De façon générale, les autorités refusent de mettre en place un confinement total et des dépistages systématiques. Pour l'heure, elles ont rétabli des contrôles d'identité aux frontières, interdit les rassemblements de plus de cinq personnes, fermé les bars, les boîtes de nuit et les espaces culturels ainsi que la plupart des services publics comme les écoles et universités. Mais elles s'opposent à la fermeture des entreprises non-indispensables, comme les chantiers,

mettant ainsi en danger des milliers de travailleurs.

La stratégie est claire : il s'agit de maintenir en activité au maximum l'appareil productif, en l'arrosant au passage de milliards de francs d'aides, notamment pour financer le chômage partiel sans qu'il en coûte trop au patronat. Aucune mesure n'a été prise pour compenser le manque à gagner des travailleurs, comme par exemple un moratoire sur les loyers.

À cette hypocrisie fondamentale s'ajoutent les attaques contre les conditions de travail de celles et ceux restés « au front », comme le personnel de la vente et le personnel soignant. Les premiers ont vu leurs heures de travail augmenter, certains cantons,



Action syndicale devant un des McDo du canton de Vaud.

comme Vaud et Fribourg ayant décidé que la grande distribution pouvait ouvrir jusqu'à 20 heures, alors que selon les cantons, les heures d'ouverture étaient jusque-là limitées jusqu'à 17 ou 18 heures, rarement 19 heures. Les seconds, alors même que les congés leur ont été interdits, qu'ils manquent de matériel, notamment de masques, ont vu leurs protections légales suspendues : c'en est terminé des 50 heures hebdomadaires ordinaires, et 60 heures extraordinaires maximales, avec les temps de pause et de récupération qui vont avec. Cette décision a provoqué un choc, autant

auprès des soignants directement touchés, qu'auprès de l'ensemble de la population, qui se mobilise chaque soir aux fenêtres et balcons pour applaudir les travailleurs au front.

Les travailleurs ne se laissent d'ailleurs pas faire. À Genève, les employés de l'aéroport ont déposé un préavis de grève pour contraindre la direction à prendre des mesures de protection et les ont obtenues. Dans l'un des chantiers de l'aéroport, des ouvriers se sont même mis en grève sauvage pour exiger la fermeture du chantier. Les employés de la Migros, l'un des gros groupes de la grande

distribution suisse, ont de leur côté protesté contre le manque de protections. Dans le canton de Vaud, des militants syndicaux, sur demande des employés, ont bloqué l'un des plus importants sites de McDonald's, où les petites mains qui confectionnent les burgers étaient entassées en cuisine sans respect des normes sanitaires, poussant la chaîne, dès le lendemain, à fermer tous ses restaurants, services de livraison compris.

Ces premières actions des travailleurs sont un encouragement à résister aux coups portés par le patronat et l'État à son service.

Correspondant LO

Mayotte : une situation inquiétante

La situation sanitaire, déjà préoccupante en temps normal à Mayotte, est maintenant grosse de danger.

Le territoire ne compte en effet que 16 lits de réanimation pour 250 000 habitants. Mais, compte tenu de l'afflux de travailleurs sans papiers venus notamment des Comores, ce sont peut-être 400 000 habitants qui sont menacés par cette pénurie.

Plusieurs dizaines de personnes seraient déjà touchées. Autant dire que ce n'est pas le déploiement au large de La Réunion du porte-hélicoptère Mistral,

annoncé par Macron, qui apportera une réponse.

Dans un territoire où, selon les chiffres officiels, 81 000 personnes n'ont pas accès à l'eau potable, l'obligation de se laver les mains régulièrement semble bien illusoire. Et plus nombreuses encore, sont celles des classes populaires qui sont contraintes à s'entasser dans des logements minuscules, rendant le confinement très compliqué.

Celui-ci pose en outre

brutalement la question de la survie pour les plus pauvres, et notamment les nombreux sans-papiers qui vivent habituellement au jour le jour de la vente sur le marché de quelques objets, de légumes ou de la pêche. Comment nourrir sa famille quand on perd les quelques euros que cela permettait de gagner ? Ces questions qui taraudent actuellement des millions de travailleurs dans les pays pauvres se posent tout autant à Mayotte où 84 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Comme en France

métropolitaine, les écoles, collèges et lycées sont fermés depuis le 16 mars. La continuité pédagogique, dont se gargarise le ministre Blanquer et qui est exigée des enseignants, se révèle ubuesque à Mayotte, mais aussi profondément cynique et inégalitaire.

La grande majorité vivent au quotidien sans eau courante, sans électricité, entassés dans des baraques en tôle, et soumis à des bandes violentes qui tiennent les quartiers. Autant dire que même s'ils possèdent une adresse mail,

ils n'ont pour la plupart aucun moyen d'y accéder. Inquiets, des enseignants se sont vu répondre que les familles n'auraient qu'à venir chercher des cours imprimés, comme s'il n'y avait ni confinement ni problème de transport !

Les conséquences terribles qui s'annoncent dans ce département ne viendront finalement pas tant de ce virus que de la misère engendrée par le capitalisme, comme dans bien des pays pauvres.

Pierre Delage